



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département ECONOMIE

.....

Maîtrise : Option « Macroéconomie et Modélisation »

.....

Mémoire pour l'obtention du

Diplôme de Maîtrise es – Sciences Economiques



Impétrante : RAZAFITSIALONINA Aina Mbinintsoa

Encadrée par : Monsieur SALAVA Julien

Date de soutenance : 03 Mai 2013

Année universitaire : 2011-2012



REMERCIEMENTS

Mener à terme un travail de recherche requiert volonté, persévérance, patience mais surtout des conseils et des encouragements. Plusieurs personnes, sans qui mes efforts seraient restés vains, ont alors concouru à la réalisation de ce mémoire. Aussi, tiens-je à leur adresser ma sincère reconnaissance ainsi que ma profonde gratitude. Je ne les remercierai jamais assez pour leurs précieuses aides quelle que soit leur forme et pour leurs chers conseils.

Je cite exceptionnellement **Dieu** dont la grâce et la miséricorde ne m'ont jamais quittée.

Je cite également:

- **Monsieur SALAVA Julien**, mon encadreur qui a fait preuve de patience et de compréhension dans le suivi et la correction du présent travail.
- **Le corps enseignant de la Faculté DEGS**. Mon cursus universitaire a été possible grâce à chacun d'eux.
- **Mes parents** qui n'ont pas lésiné sur les moyens pour me soutenir durant ces quatre années d'études universitaires
- Toutes les personnes qui ont contribué de loin ou de près à la réalisation de ce présent document.

Je leur témoigne mes hommages.

AVANT-PROPOS

Le secteur de l'éducation de la grande île traverse actuellement une période difficile. Outre le fait que tous les indicateurs y afférents virent au rouge, ses problèmes sont devenus le pain quotidien des malgaches. Les grèves menées par les enseignants, les étudiants ou le personnel administratif et technique sont interminables. Au final, il semble que le domaine de l'enseignement soit la cadette des préoccupations des responsables au niveau du pays. L'intérêt sur celui-ci ne jaillit qu'avec des dessous politiques. Pourtant, tout part de l'enseignement. Etant le fondement de toute société, un certain nombre de domaines lui sont reliés. Certains évoquent même l'idée d'une éducation comme étant un moteur de développement économique.

A ce propos, Madagascar est toujours en quête de la voie à suivre pour pouvoir l'atteindre. Après une cinquantaine d'années d'indépendance, on lui attribue encore le nom de « Pays En Développement ». Pour sortir de cette impasse, l'idée nous est venue d'analyser le rôle de l'éducation dans celle-ci. C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de ce mémoire pour l'obtention du diplôme de Maîtrise es Sciences Economiques, le thème « L'éducation, levier du développement : Cas de Madagascar » a été choisi.

L'on espère y trouver une corrélation positive entre le niveau d'étude de la population malgache et son niveau de croissance économique, cela, pour justifier ce qui est d'une certaine manière la feuille de route du secteur éducatif malgache proposée à la fin de ce présent ouvrage. Pour ce faire, des calculs porteront sur des statistiques collectées auprès de différentes sources. Telle sera la méthodologie adoptée.

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

BEPC :	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
CE :	Cours Elémentaire
CEG :	Centre d'Enseignement Général
CEPE :	Certificat d'Etudes Primaire Elémentaire
CFP :	Centre de Formation Professionnelle
CISCO :	Circonscription SCOLAIRE
CM1 :	Cours Moyen 1 ^{ère} année
CM2 :	Cours Moyen 2 ^e année
CNTEMAD :	Centre National de TéléEnseignement de MADagascar
CUR :	Centre Universitaire Régional
DREN :	Direction Régionale de l'Enseignement National
DSRP :	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
ECP :	Ecole de carrière professionnelle
EPP :	Ecole Primaire Publique
ESPA :	Ecole Supérieure en Polytechnique d'Antananarivo
ESSA :	Ecole Supérieure en Sciences Agronomiques
FRAM :	Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra
INSTN :	Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires
IST :	Institut Supérieur en Technologie
LMS :	London Missionary City
MEN :	Ministère de l'Education Nationale
MESUPRES :	Ministère de l'Enseignement SUPérieur et de la REcherche Scientifique

METFP : Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

NTC : Nouvelles Théories de la Croissance

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

TBS : Taux Brut de Scolarisation

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture ou ONUESC)

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau n°1 : Les rendements de l'éducation	19
Tableau n° 2 : Evolution du taux de redoublement pour tous les niveaux, 2007-2011	28
Tableau n°3 : Ratio élève/ enseignant du public et TBS, 2007-2011	42
Tableau n°4 : Taux de réussite aux examens officiels, 2007-20101	49
Schéma n° 1 : Relation entre éducation et revenu national, dépenses d'éducation et productivité	28
Schéma n°2 : Structure du système de l'enseignement général	42
Graphique n°1 : Evolution du nombre d'inscrits dans les 3 niveaux, 2007-2011	48
Graphique n° 2 : Indicateurs de rendement par année du primaire	50
Graphique n°3 : Evolution du nombre d'écoles primaires, de collèges et de lycées fonctionnels, 2007-2011	52
Graphique n°4 : Evolution du pourcentage d'admis au baccalauréat par série, 2007-2011 ...	53
Graphique n°5 : Répartition des étudiants de l'Université d'Antananarivo par filière, 2009-2010	53
Graphique n°6 : Evolution du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur,2007-2011	55

SOMMAIRE

Introduction	7
Partie I : NOTIONS ET CONCEPTS D'EDUCATION ET DE CAPITAL HUMAIN	9
Chapitre I : Généralités sur l'éducation	11
Section 1 : Notions sur l'éducation	11
Section 2 : Les concepts de l'éducation	14
Chapitre II : Approche théorique du capital humain	21
Section 1 : Les fondements de la théorie du capital humain	21
Section 2 : Les prolongements de la théorie du capital humain	29
Partie II : L'IMPORTANCE DE L'EDUCATION DANS LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR	35
Chapitre I : L'EDUCATION ET LA FORMATION A MADAGASCAR	36
Section 1 : Diagnostic du système éducatif malgache	37
Section 2 : Analyse de l'efficience du système éducatif malgache	48
Chapitre II : Etude économétrique de l'impact de l'éducation sur la croissance et suggestions	56
Section 1 : La relation éducation-croissance dans une perspective économétrique	56
Section 2 : Suggestions	60
Conclusion générale	65
Annexes	66
Bibliographie	76

INTRODUCTION



Pourquoi la richesse produite dans les pays les plus développés a-t-elle été multipliée par quatorze depuis 1820 ? Pourquoi, depuis la seconde guerre mondiale, le Japon a-t-il une croissance beaucoup plus rapide que les autres pays occidentaux »?

Ayant fait l'objet de l'œuvre de D. Guellec et de P. Ralle¹ intitulé « Les nouvelles théories de la croissance », ces questions sont aujourd'hui d'un intérêt capital dans la détermination des réels facteurs de la croissance économique. En effet, l'incapacité à expliquer cette dernière par les fonctions de production traditionnelles a conduit les économistes à explorer d'autres voies de recherche jusqu'à analyser l'apport de l'éducation à la croissance. Autrefois considérée comme une simple consommation, l'éducation constitue désormais un investissement intimement lié au développement. Les pays présentant des déficiences en capital physique auraient la possibilité de pallier celles-ci par la valorisation de leur capital humain. La théorie du capital humain a ainsi trouvé sa place au côté de celle du capital financier.

Par ailleurs, constatant le piteux état dans lequel se trouve Madagascar actuellement, l'on est amené à élucider la relation entre son niveau d'éducation et son développement économique. Une étude portant sur ce thème se trouve d'ailleurs d'actualité étant donné les différents problèmes qui minent le secteur de l'éducation à tous les niveaux et qui la mettent même en crise. En effet, les indicateurs de l'enseignement à Madagascar montrent que le système éducatif est loin de jouer son rôle de stimulateur de la croissance. Le taux d'achèvement du primaire a augmenté rapidement de son faible niveau de 35% en 2002/2003², mais il est resté encore inférieur à 60%³ en 2006/2007. Le taux brut de scolarisation (TBS) en 2006/2007 s'élevait seulement à 32% au collège et à près de 10%⁴ au lycée, des statistiques qui sont plus faibles que les moyennes africaines. Seuls 3,69%⁵ des élèves en âge d'aller à l'université sont inscrits dans les universités, un des taux les plus faibles au monde.

¹ GUELLEC D., RALLE P. (1995), « Les nouvelles théories de la croissance », Collection Repères, Edition La Découverte

² Annuaires statistiques du MEN, 2004

³ Annuaires statistiques du MEN, 2008

⁴ Idem

⁵ Banque mondiale, 2011

Ainsi, sous le thème : « L'éducation, un levier de développement : Cas de Madagascar », l'on se propose d'apporter des éléments de réponse à la question qui constitue dès lors notre problématique : « Dans quelle mesure l'éducation pourrait constituer un moteur de croissance de la grande île » ? L'hypothèse de départ que l'on se propose de retenir s'énonce comme suit : « L'éducation primaire ne suffit pas pour amorcer un certain niveau d'essor économique ».

Sur ce, le plan suivant sera retenu. Une revue de littérature autour des concepts d'éducation et de capital humain constituera le préalable à cette étude. Cela fera l'objet d'une première partie. Ensuite, dans une seconde partie, l'on procèdera à une analyse du système éducatif, jugée utile avant de proposer des recommandations pour une éducation, véritable catalyseur du développement économique.

PARTIE I

NOTIONS ET CONCEPTS D'EDUCATION ET DE CAPITAL HUMAIN

Quelques décennies passées, l'éducation ne faisait pas encore partie des champs d'étude de l'économie. Mais à partir de la fin des années 1950, une discipline du nom d'Economie de l'éducation est venue étoffer les anciennes branches de l'économie telles que la macroéconomie, la microéconomie, l'économie de l'entreprise, etc. En effet, il apparaît que l'économie pouvait également embrasser des domaines autres que purement matériels. Aussi, les hommes ne sont-ils plus considérés comme des travailleurs non qualifiés, constituant une main d'œuvre homogène. Désormais, ils se distinguent par leur qualification et leur compétence acquises à travers l'éducation qu'ils ont reçue. Il apparaît ainsi la notion de « capital humain » dont les implications sont nombreuses en économie.

Dans cette partie, il sera question de constituer une revue de littérature sur les concepts d'éducation et de capital humain. Pour ce faire, des généralités sur l'éducation feront l'objet d'un premier chapitre où il sera traité quelques définitions et quelques aspects qui justifient l'intérêt d'une étude économique portant sur ce thème. Ensuite, les différentes théories sur le capital humain seront développées de long en large dans un second chapitre.

Chapitre I : GENERALITES SUR L'EDUCATION

Un grand nombre de théoriciens ont tenté de donner une définition au terme éducation. Etymologiquement, le mot éducation tire son origine du latin « educere » signifiant élever et auquel sont liés les termes « educere » ou faire sortir ce qui est dedans, faire ressortir le potentiel et « ducere » ou conduire. Ainsi, l'éducation est l'« *action de développer les facultés morales, physiques et intellectuelles*⁶ ». Plus clairement, c'est le processus à travers lequel sont transmises délibérément ou non les connaissances, les compétences et les valeurs d'une génération à une autre.

On reviendra plus tard sur ce critère de dessein pour dégager les différents types d'éducation. Relevons d'abord quelques définitions qui méritent d'être étudiées.

Section 1 : Notions sur l'éducation

1-1) Définitions de l'éducation

L'éducation est « *toute action de formation portant principalement sur les enfants et les adolescents, mais également et de manière croissante sur les adultes, et qui a pour résultat selon les termes de Littré : l'ensemble des habiletés intellectuelles ou manuelles, qui s'acquièrent, et l'ensemble des qualités morales qui se développent*⁷ ». Cette définition présente comme intérêt de souligner les diverses catégories de personnes sur lesquelles peut porter cette action d'éducation. Quoique partiellement et imparfaitement, les mots « enseignement, formation et instruction » constituent les substituts de celui d'éducation et démontrent que cette action peut être poursuivie par toute personne de toute classe d'âge. On enseigne habituellement les enfants mais on forme les adultes.

Selon une vision sociologique, Emile DURKHEIM se prononce en ces termes : « *l'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale* ». Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société politique dans son

⁶ Dictionnaire Hachette, Edition 2004, Edicef, Paris

⁷ PAGE A. (1971), « L'économie de l'éducation », Presses universitaires de France, Boulevard St-Germain, Paris

ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné »⁸. La sociologie privilégie ainsi l'éducation de type informel. Mais revenons à l'économie.

Les théoriciens T.W. Schultz et G. Becker, quant à eux, soulignent dans leur définition le rôle économique de l'éducation, celui de former de la main d'œuvre. « *L'éducation est un paramètre qui définit la mesure, le poids et l'importance de la ressource humaine dans le processus de production*⁹ ». Effectivement, sans mains d'œuvre qualifiées et techniques, le capital physique serait gaspillé. Plus loin encore, l'éducation, en formant des dirigeants politiques, des juristes, des artistes, des écrivains et des journalistes concourt à la stimulation du développement d'un pays¹⁰.

Pour Jarousse, « *l'éducation est un processus productif, au sens d'un processus de transformation, dans la mesure où l'homme constitue à la fois sa matière première et son produit final*¹¹ ». Il insiste ainsi sur le rôle producteur de l'éducation.

1-2) Types d'éducation

Il s'avère sine qua non de souligner que les moyens avec lesquels on atteint ces dextérités intellectuelles sont plusieurs. C'est pourquoi on distingue deux dimensions de l'éducation : l'éducation formelle et l'éducation non formelle.

1-2-1) L'éducation formelle

Selon l'UNESCO, on appelle **éducation formelle** « *le système éducatif avec ses structures hiérarchiques et une succession chronologique d'étapes allant de l'école primaire à l'université et qui englobe toutes les études théoriques de caractère général, divers programmes spécialisés ainsi que des établissements dispensant une formation professionnelle et technique à temps complet* » (UNESCO, 1964). Cette institution met donc l'accent sur les structures formalisées à l'instar des écoles et des universités.

Cependant, André PAGE souligne dans ce qu'il entend par « formelle » l'aspect volontaire de cette formation en affirmant que l'« *éducation formelle se réfère à toute activité délibérée de formation visant au développement des facultés intellectuelles et à l'acquisition de*

⁸ DURKHEIM E. (1922), « Education et sociologie », Edition Les Presses universitaires de France, 1968

⁹ SCHULTZ T. (1959), « Invest in human capital : an economist's view », The social service review XXIII

¹⁰ HARBISON F. (1963), « Ressources humaines et développement », Menlo park, California,

¹¹ JAROUSSE J. P. (1991), « L'économie de l'éducation du capital humain à l'évaluation des processus et système éducatifs », Edition L'Harmattan

*connaissances générales ou spécialisées y compris celles conduisant à l'obtention d'une compétence professionnelle*¹² ». Mais cette définition est sujette à controverses d'autant que les enfants surtout ceux des préscolaires vont à l'école contre leur gré mais suivant celle de leurs parents. Cette éducation est tout de même qualifiée de formelle, c'est l'aspect systémique qui compte. L'école qu'ils fréquentent fait partie du système éducatif.

1-2-2) L'éducation informelle¹³

Par contre, l'éducation est « *informelle* » lorsque « *l'expérience de chaque jour ; les influences et ressources éducatives du milieu, à savoir la famille, le voisinage, le lieu de travail et le loisir, le marché, la bibliothèque et les grands moyens d'information permettent à chaque individu d'acquérir des moyens de penser, un système de valeurs, des connaissances et des compétences techniques* »(UNESCO 1964). Elle concerne les initiatives situées en dehors de l'école. Cette définition en dit long sur les sources où l'on puise ce genre d'éducation. Toutefois, André PAGE la complète en évoquant « *tous les phénomènes qui, en dehors d'une volonté délibérée d'action spécifique de formation influencent les attitudes, les comportements, les modes de pensée, les connaissances*¹⁴ ».

Certains qualifie même ce type d'enseignement d'« éducation parallèle » vu les moyens de communication de masse qui abondent et qui permettent de diffuser rapidement et sans difficulté des informations.

D'un point de vue général, l'éducation est constituée de ces deux volets qui façonnent la qualité de l'homme. Mais du point de vue économique, quels sont les aspects de l'éducation qui retiennent l'attention de l'économiste ?

1-3) Quelques caractéristiques de l'éducation dans une perspective économique

Lorsqu' on analyse l'éducation du point de vue économique, on peut retenir les caractéristiques suivantes :

- L'éducation influe directement sur l'économie dans la mesure où elle fait accroître le nombre et la valeur des travailleurs qualifiés ainsi que la somme des connaissances dont la diffusion est assurée par elle. « Les trois quarts environ de la production

¹² PAGE A. (1971), « L'économie de l'éducation », Presses universitaires de France, Boulevard St-Germain, Paris

¹³ Expression issue de la Conférence de Jomtien, au début des années 90

¹⁴ PAGE A. (1971), « L'économie de l'éducation », Presses universitaires de France, Boulevard St-Germain, Paris

mondiale étant dus à la main d'œuvre, dont la productivité dépend, en grande partie, de l'instruction, de l'éducation ¹⁵».

- Elle présente également une kyrielle d'effets indirects : « développer l'esprit d'initiative de la population, améliorer la structure de la consommation et favoriser la mobilité économique et sociale (...) ¹⁶».
- La demande d'éducation peut provenir de deux motifs : pour la production et pour la consommation.
- L'éducation est assimilée à un investissement économique. « Il semble qu'on puisse considérer comme un investissement à la fois économique et social toutes les dépenses nationales d'enseignement qui ont pour effet d'augmenter le revenu ¹⁷». Son rendement ne se fait sentir qu'à long terme alors que ses coûts sont immédiats. De plus, il se déprécie plus vite que la plupart des investissements matériels.
- « L'enseignement consomme lui-même une grande partie de sa « production » (...). Il a surtout besoin de diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur¹⁸ ».

Par ailleurs, l'éducation est vue comme l'emploi de ressources rares en vue d'un résultat. En d'autres termes, l'analyse économique de l'éducation fait intervenir les notions d'input et d'output. On parle dorénavant d'Economie de l'éducation.

Section 2 : Les concepts de l'éducation

Depuis quelques décennies, l'intérêt principal des chercheurs s'est orienté vers des travaux d'Economie de l'éducation. Un tel engouement s'explique par le constat qu'une partie de la croissance économique ne pouvait être attribuée aux facteurs de production traditionnels. La fonction de Cobb-Douglas montrait alors ses limites. C'est pourquoi Robert SOLOW fait introduire un 3^e facteur en sus du Capital et du Travail : le facteur résiduel. Ce dernier est déterminé par le progrès technique, les connaissances scientifiques et par la capacité créative des hommes ; bref, des facultés qui peuvent être imputées à l'éducation reçue par ces derniers.

2-1) L'économie de l'éducation dans l'Histoire de la Pensée Economique

Une étude rétrospective nous permettra de suivre l'évolution de cette discipline. Distinguons pour cela 3 périodes de l'HPE.

¹⁵ unesdoc.unesco.org/images/0013/001364/136407fo.pdf

¹⁶ Idem

¹⁷ Idem

¹⁸ Idem

Adam SMITH (1776) peut être considéré comme le père fondateur de l'économie de l'éducation. En effet, il est parmi les premiers à s'interroger sur la notion de capital humain. Il adopte la vision « *qui dit homme dit capital humain et donc richesse*¹⁹ ». Pour lui, les qualifications (skills) et aptitudes (abilities), acquises par les individus par l'éducation familiale, les études et l'apprentissage sont un élément déterminant du progrès économique. Outre cela, SMITH pense également que l'éducation est un facteur qui assure la division du travail. En conséquence, le gouvernement doit s'en soucier²⁰.

Quant à ses contemporains, David RICARDO (1817) ne voyait pas l'intérêt du facteur travail tandis que Robert MALTHUS (1798) faisait allusion à l'éducation uniquement dans un angle démographique. Ce dernier affirme que l'éducation pourrait changer les comportements des individus en matière de naissance. Elle n'est pas encore évoquée comme facteur de production ou de richesse.

Ensuite, dans le courant du XIXe siècle, peu d'avancées ont été constatées dans le domaine de l'économie de l'éducation. John Stuart MILL (1873) souligne la dimension qualitative de la force de travail. Il en est de même pour Karl MARX (...) qui considère la valeur d'une marchandise en fonction des heures de travail nécessaires pour la produire et donc en fonction de l'éducation reçue par le travailleur. L'idée d'éducation source de capital humain apparaît alors de manière implicite. Léon WALRAS, lui, ne se soucie guère de cette notion. Mais dans la deuxième moitié de ce siècle, quelques travaux ont été d'une certaine utilité dans l'affirmation de cette notion. Ernst ENGEL (1883) et Théodore WITTSTEIN (1867) estiment la valeur d'un homme à l'aune de la valeur des ressources dispensées dans sa production ou en d'autres termes le coût de l'investissement humain.

Enfin, durant la première moitié du XXe siècle, peu de progrès ont été recensés mis à part quelques travaux marginaux d'économistes peu connus.

Telle a été l'évolution de la conception de l'éducation dans le cadre de l'économie selon les théoriciens des XIX et XXe siècles. A présent, procédons à une étude minutieuse de cette économie de l'éducation. Ayant pour objectif ultime la résolution des problèmes concrets sur la base de modélisations simples, cette discipline devrait permettre la mise en œuvre des politiques éducatives selon les dimensions économiques (coût/efficacité),

¹⁹ SMITH A. (1776), « Recherche sur la nature des causes de la richesse des nations », Traduction française (1949), Edition Flammarion

²⁰ *ibid*

pédagogique (efficacité productive) et sociale (équité dans l'affectation des ressources), ce qui sera la finalité de cette présente étude.

2-2) Etude de la rentabilité économique de l'éducation

Pour mettre sur pied une étude de l'économie de l'éducation, il faudra considérer la demande et l'offre de ce bien qu'est l'éducation pour ensuite estimer sa rentabilité des points de vue demandeur et offreur.

2-2-1) La demande individuelle d'éducation

En économie, demande signifie quantité désirée de biens et services qui se transforme en décision d'achat en fonction d'un certain nombre de paramètres à l'instar des goûts et préférences et sous une contrainte budgétaire. En conséquence, l'éducation est demandée à l'aune des préférences des demandeurs et de son coût.

Les ménages et les individus constituent les principaux demandeurs d'éducation. Ces derniers, grâce à leur rationalisme, sont maîtres de leur avenir et décident ainsi de poursuivre leurs études scolaires et universitaires en considération du rendement de cet investissement qu'est l'éducation.

2-2-1-1) Les coûts de l'éducation

Les coûts de l'éducation sont constituées des dépenses publiques et des dépenses privées. En fait, les frais pour introduire les élèves dans le système éducatif ne relèvent pas uniquement de leurs propres moyens. L'Etat contribue également de manière évidente au financement de l'éducation offerte à ses citoyens.

« Les dépenses privées sont déterminées par la structure des dépenses des particuliers et les organismes non gouvernementaux intéressés. Les dépenses publiques sont déterminées par des crédits budgétaires de caractère central ou local ²¹ ».

2-2-1-1-1) Les dépenses publiques en éducation

On y inclut les dépenses inscrites dans la Loi des Finances au titre de l'éducation. Celles-ci sont engagées par le Ministère de l'Education Nationale (MEN), le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MENSUPRES) et le Ministère de

²¹ PHILLIPS H. M. (1963), « L'enseignement considéré comme une des bases du développement économique », Conférence d'Etats Africains, Addis-Abéba. UNESCO

l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP). En effet, l'Etat débourse une somme colossale pour les salaires versés aux enseignants, la construction et l'entretien des établissements d'enseignement public ainsi que leur fonctionnement. A cela s'ajoutent les fournitures scolaires et les manuels, les frais d'administration et également les dépenses de cantines surtout pour les Pays En Développement (PED). *« Les coûts de l'éducation à la charge du secteur public comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement (les coûts directs de la rémunération des enseignants, de la construction de bâtiments scolaires, de l'achat de manuels, etc), les transferts aux entités privées (les subventions et autres allocations versées aux ménages et à d'autres entités privées, par exemple pour financer l'offre de formation sur le lieu de travail) et les pertes fiscales dues au manque à gagner des étudiants »*²².

Mesurées en pourcentage du PNB, les dépenses publiques allouées au secteur de l'enseignement ont beaucoup évolué durant le troisième quart du 20^e siècle. *« Les dépenses d'éducation dans les PED ont augmenté de plus de 100 milliards de dollar US pendant les années 1990, soit environ 15 milliards par an en moyenne à prix courants, malgré une conjoncture économique difficile »*²³ (Voir Annexe n°1). Elles ont même connu leur apogée étant donné la reconnaissance de la place qu'elle occupe dans la croissance de l'économie d'un pays, voire dans son développement. Toutefois, la destination de ces dépenses diffère selon le niveau de développement des pays : les PED privilégient l'éducation primaire tandis que les pays développés donnent une importance particulière à l'enseignement supérieur.

2-2-1-1-2) Les dépenses privées en éducation

Sont comprises dans cette catégorie les sommes que les familles dépensent pour leurs propres enfants. Citons à ce propos les droits d'inscription et les frais d'études, les dépenses de transport et de cantines pour ceux qui vivent loin de leur établissement, les fournitures scolaires, etc.

Outre ces coûts directs, est également considéré comme coût à titre privé de l'éducation, le manque à gagner par l'étudiant. Effectivement, quand celui-ci décide de poursuivre ses études, il renonce en quelque sorte au revenu qu'il aurait pu toucher s'il avait intégré le marché du travail. Bien que ce manque à gagner soit difficile à évaluer, il constitue une des grandes raisons qui poussent les individus à prolonger ou non leurs études.

²² OCDE (2008), « Regards sur l'éducation »

²³ HENAFF N. (2003), « Quel financement pour l'école en Afrique ? », Cahiers d'études africaines

2-2-1-2) La rentabilité de l'éducation du côté du demandeur

Vu ces différents coûts, les études sont-elles rentables pour celui qui les poursuit ?

Elles ne le sont que si la somme des coûts sus-cités se trouve inférieure à la somme des bénéfices retirés de l'éducation. Pour le demandeur individuel, ce sont la somme des salaires qu'il perçoit durant toute sa vie sur l'emploi qu'il obtient grâce à son niveau d'enseignement. Il faut aussi noter les gains indirects qu'il tire de l'application de ses connaissances sur sa vie quotidienne : un individu instruit sait épargner, prévoir, calculer, etc. Il répondra mieux aux problèmes journaliers.

2-2-2) L'offre d'éducation

2-2-2-1) Les critères considérés pour l'offre d'éducation

Une analyse économique de l'offre d'éducation doit débiter par les 3 questions de base suivantes²⁴ :

Combien produire ? En d'autres termes, faut-il investir davantage ou moins ? Quel type d'enseignement favoriser ? Doit-on s'intéresser plus à la quantité ou à la qualité ?

Comment produire ? Quels sont les déterminants de l'apprentissage et de la réussite scolaire ? Existe-t-il des possibilités de substitution entre les divers facteurs ? La production est-elle obtenue au moindre coût ? L'organisation et les incitations en place mènent-elles à l'efficacité ?

Pour qui produire ? Qui profite le plus directement de l'activité ? Comment s'effectue le financement et la répartition de la charge ? Quel est l'effet de l'éducation sur la répartition du bien-être ?

Ces interrogations sont nécessaires vu que l'éducation est considérée comme une activité de production. En effet, par analogie avec le processus de production d'une entreprise, l'offre d'éducation est appréhendée comme ceci : les écoles, par l'intermédiaire de leurs « employés » qui sont les professeurs transforment les ressources à l'instar des dépenses en formation et salaires des enseignants, matériels et bâtiments d'enseignement en capital humain ou, plus concrètement en résultats des élèves. Le postulat de base établit donc une

²⁴ Tirées d'un projet de communication de Lemelin, Université de Montréal. Voir aussi Lemelin Clément, 1988

relation entre les moyens dont sont dotées les écoles et les résultats que les élèves présentent, une relation dénommée « fonction de production éducative »²⁵.

La confrontation de l'offre et de la demande d'éducation détermine alors son prix. A partir de ce dernier sera effectuée une analyse de sa rentabilité.

2-2-2-2) La rentabilité de l'éducation pour l'offreur

L'offreur que l'on considèrera est l'Etat. Le budget qu'il alloue au secteur de l'éducation que ce soit pour le fonctionnement ou pour les investissements est récompensé si l'éducation est efficace et qu'elle produit un grand nombre de diplômés. Ces derniers œuvreront pour le développement économique à travers leur production mais également par le biais des ressources fiscales prélevées sur leurs activités.

Faut-il toutefois souligner qu'une personne jouissant, ne serait-ce qu'un minimum d'éducation peut le faire valoir sur son existence et l'exploiter financièrement.

2-2-3) La rentabilité de l'éducation en général

La rentabilité de l'éducation ne peut être appréciée seulement dans le cadre privé. En fait, l'éducation contribue pleinement à l'épanouissement de la société et au financement des recettes publiques. Sur ce, partons de ce tableau pour étudier la rentabilité de l'éducation sur les trois plans.

²⁵ GRAVOT P. (1993), « L'économie de l'éducation, Economica Paris : Le développement à l'œuvre

Tableau n°1 : Les rendements de l'éducation

Agents	Rendement social (la société)	Rendement privé (étudiant, élève)	Rendement public ou fiscal (l'Etat)
Coûts	<p><i>Coûts directs</i> : montant global des dépenses d'éducation (salaires, budget de fonctionnement, coût du capital, etc)</p> <p><i>Coûts indirects</i> : montant global des biens et services non produits (estimation de la valeur des revenus non reçus)</p>	<p><i>Coûts directs</i> : montant global des frais de scolarité et accessoires</p> <p><i>Coûts indirects</i> : revenus non perçus durant la scolarisation (coût de renonciation)</p>	<p><i>Coûts directs</i> : subventions versées aux établissements et aux apprenants</p> <p><i>Coûts indirects</i> : montant des impôts non prélevés sur les revenus perdus lors de la formation</p>
Bénéfices	Supplément de production pour l'ensemble de la société (effet de diffusion de l'éducation)	Gains supplémentaires perçus par un diplômé à un niveau post-secondaire par rapport à un diplômé d'un niveau de scolarité inférieur	Montant total de l'impôt prélevé sur la marge des gains perçus par les plus instruits

Source : J. Appleby, M. Fougère et M. Rouleau (Juin 2002), Lemelin (1998)

L'individu rationnel opère des choix en fonction du coût et du rendement de ses actions. Investir en éducation requiert donc des coûts à la fois directs et indirects. Ces derniers sont à comparer aux revenus futurs mais actualisés de cet investissement. Le niveau d'éducation optimal est celui qui égalise le bénéfice d'une année d'étude supplémentaire ou bénéfice marginal au coût correspondant ou coût marginal : au dessus de ce point, l'individu aurait intérêt à poursuivre ses études sinon il ferait mieux de travailler. C'est la règle d'investissement qui s'applique à tout type de capital. L'éducation, en étant un investissement en capital humain n'en dévie pas.

Chapitre II : Approche théorique du capital humain

« Quand on établit une machine coûteuse, on espère que la quantité extraordinaire de travail qu'elle accomplira avant d'être tout à fait hors service, remplacera le capital employé à l'établir, avec les profits ordinaires tout au moins. Un homme qui a dépensé beaucoup de temps et de travail pour se rendre propre à une profession qui demande une habileté et une expérience extraordinaire peut être comparé à une de ces machines dispendieuses. On doit espérer que la fonction à laquelle il se prépare, lui rendra, outre les salaires du simple travail, de quoi l'indemniser de tous les frais de son éducation²⁶ ».

Tels sont les traits particuliers de ce qui allait constituer plus tard le « capital humain ». La théorie du capital humain est ainsi issue des théories de la croissance qui ignoraient autrefois la contribution des facteurs humains.

Section 1 : Les fondements de la théorie du capital humain

Jadis, les individus étaient vus comme de simples propriétaires de forces de travail physique qui étaient astreintes à un tarissement étant donné la loi des rendements marginaux décroissants s'appliquant sur tous les facteurs de production. Plus tard, on a découvert qu'ils sont dotés de talents et d'expériences qui s'accumulent au fur et à mesure du travail. Ce dernier n'est dès lors plus apprécié seulement du point de vue quantitatif. La qualité acquise à l'aide des expériences importe plus, qualité qui fait que la substituabilité entre les travailleurs devient plus faible.

1-1) Généralités sur le capital humain

Des notions générales telles que les définitions, les particularités, les sources d'accumulation ainsi que les mesures du capital humain seront présentées successivement dans cette sous-section.

1-1-1) Définitions du capital humain

Selon Joseph STIGLITZ, le capital humain est *« l'ensemble des compétences et expériences accumulées qui ont pour effet de rendre les salariés plus productifs »* (Bialès, 2008).

²⁶ SMITH A. (1776), « Recherche sur la nature des causes de la richesse des nations », Traduction française (1949), Edition Flammarion

Quant à la Banque Mondiale, elle la définit comme étant « *l'ensemble des connaissances, compétences et données d'expérience que possèdent les individus et les rendent économiquement productifs* ²⁷ ».

Ces deux définitions soulignent l'impact des compétences et expériences sur la productivité des salariés. En effet, le stock de capital humain permet d'accroître encore plus les compétences du travailleur et in fine son rendement marginal.

La définition de l'OCDE renforce ce fil d'idée. Le capital humain recouvre « *l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique* ²⁸ ». « *Le capital humain constitue un bien matériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité* ²⁹ ».

Toutefois, c'est Samuelson et Nordhaus qui soulignent le lien entre éducation et capital humain en affirmant que ce dernier constitue « *le stock de connaissances techniques et de qualifications caractérisant la force de travail d'une Nation et résultant d'un investissement en éducation et en formation permanente* ³⁰ ».

1-1-2) Les particularités du capital humain

Quelques particularités définissent également le capital humain :

- Il est **personnel**. Le capital humain est indissociable de son propriétaire. En effet, il paraît logique que l'individu qui a fait les études ou qui a accumulé ses connaissances ne peut être disjoint de celles-ci. Ce capital est totalement privatif. Par ailleurs, la décision d'investir dans le capital humain revient totalement à l'individu, c'est pourquoi l'entreprise ne peut s'en approprier. Le travailleur est mobile.
- Il est **limité** pour deux raisons. Primo, il est fort tributaire des capacités physiques et cérébrales qui ne peuvent qu'être limitées. Secundo, l'investissement dans ce domaine est limité par le temps et par les ressources financières.
- Il est **opaque** dans la mesure où les employeurs ne connaissent pas les véritables capacités de leurs employés. Du fait de cette asymétrie d'informations, les employeurs pourraient rémunérer des travailleurs de productivités différentes avec

²⁷ <http://www.worldbank.org/depweb/beyondfr/glossary.html>

²⁸ OCDE (1998), « L'investissement dans le capital humain »

²⁹ OCDE (2001), « Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social »

³⁰ SAMUELSON P. A., NORDHAUS W. D. (2000), Economie, Economica

un même salaire. Aussi, pour se distinguer des autres, les travailleurs les plus productifs doivent envoyer des signaux comme les diplômes à l'entreprise afin que celle-ci révisé la distribution des salaires.

1-1-3) Les sources d'accumulation du capital humain

Le capital humain s'obtient grâce à l'éducation mais tel qu'on l'a vu, l'éducation même se présente sous divers types. Les origines du capital humain sont ainsi multiples :

- Le milieu familial : la famille est la principale concernée par l'éducation des enfants. Ce sont les parents qui décident de l'orientation scolaire de ces derniers.
- Le milieu scolaire : l'éducation est ainsi confiée à un organe spécialisé qu'est l'école.
- Le milieu professionnel : la formation de l'individu se poursuit même dans la vie professionnelle.
- L'autoformation, qui se répand de plus en plus avec la prolifération des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Télécommunication (NTIC).

1-1-4) Les mesures du capital humain

Les analystes du lien entre stock de capital humain et croissance économique se heurtent à des obstacles de taille. La principale difficulté réside dans l'évaluation de ce stock de capital humain. Chaque économiste a ainsi adopté ses propres mesures et la différence qui en résultait ne permettait pas des comparaisons internationales.

Plusieurs analystes empiriques ont considéré l'éclatement de la population par niveau d'instruction. Ils partaient de la comparaison des pourcentages d'agents ayant atteint un niveau d'éducation donné. Mais on a reproché à cette mesure sa vision réductrice. En effet, le stock de capital ne saurait être résumé à un indicateur de diplôme puisque cela délaierait les autres formes d'apprentissage et les aptitudes des individus ainsi que les différences qualitatives des diplômes dues aux différences de programmes des établissements scolaires.

D'autres ont tenu compte du montant des rémunérations auxquelles ce capital humain donne lieu. Toutefois, cette approche ne va pas sans difficulté. Le principe néoclassique de rémunération en fonction de la productivité marginale des travailleurs est remis en question car quelque soit le travail qu'ils ont accompli, leur salaire reste le même. En outre, le concept

de productivité marginale est relatif, il dépend des conditions économiques à l'instar de la quantité des autres facteurs utilisés et de la substitution des autres facteurs.

Par ailleurs, certains ont eu l'idée de soumettre les individus à des tests de connaissances standardisés quoique cela ne permette pas de mesurer réellement les stocks de capital humain de l'individu. Cette approche a cependant le mérite de permettre des comparaisons interindividuelles ou interrégionales.

L'approche par des taux est aussi fréquente bien qu'elle soit insuffisante. On cite à ce propos les taux bruts ou nets d'inscription à chaque niveau d'étude ou encore le taux d'alphabétisation. Ces derniers nous renseignent plutôt sur les flux d'éducation. On ne mentionne pas le souci de fiabilité des données.

La dernière voie semble plus satisfaisante. Elle tient compte du nombre d'années de scolarité de la force de travail. Celle-ci permet de mesurer le stock d'éducation de la force de travail bien qu'elle n'informe ni sur la qualité de l'enseignement ni sur celle du système éducatif.

1-2) Les travaux fondateurs en théorie de capital humain

Les travaux de Théodore Schultz et de Gary Becker ont été la pierre angulaire des théories du capital humain. Ils ont été suivis par les Nouvelles Théories de la Croissance dans les années 1990.

1-2-1) La théorie de Théodore W. SCHULTZ

Schultz a été le pionnier des travaux en « Economie du développement ». Son ouvrage « Invest in man : an economist's view » lui a même valu le Prix de la Banque de Suède en Sciences économiques ainsi que le Prix Nobel de l'Economie en 1979. A travers ses articles, il accorde une place particulière au capital humain qu'il définit comme étant « *l'ensemble des expériences, connaissances, qualifications qu'il a acquises depuis sa naissance et qui le rendent plus ou moins capable de produire des satisfactions avec un ensemble donné de biens et de services*³¹ ».

Par ailleurs, il a démontré que l'éducation est le plus important garant de la croissance économique en partant de l'hypothèse qu'il faut investir davantage dans la capacité de l'homme pour plus de productivité économique. « *La clé de la productivité économique à*

³¹ SCHULTZ T. (1959), « Invest in man : an economist's view », The social service review XXIII

venir et de sa contribution au bien-être humain se trouve dans l'accroissement des aptitudes acquises de la population du monde entier et dans le progrès des connaissances utiles »³².

Mais il a surtout mis l'accent sur la mesure du capital humain. Selon lui, les dimensions telles que « *l'habileté, le savoir et toutes les capacités permettant d'améliorer la productivité du travail humain* » qui définissent la qualité du facteur travail ne sont pas aisées à quantifier. En effet, les dépenses d'investissement pour perfectionner le capital humain sont difficilement séparables des dépenses de consommation dans le but de satisfaire les besoins des individus. Une dépense peut appartenir à la fois à ces deux catégories. Ainsi, selon Schultz, procéder à une analyse par la dépense est inapproprié à la mesure de l'investissement en capital humain. Cela requerrait plutôt une compréhension des variables déterminant les capacités des individus. Pour cela, Schultz présente 5 sources de production et d'amélioration du capital humain³³ :

- Les infrastructures et services de santé qui affectent l'espérance de vie et la vitalité des individus ;
- La formation professionnelle (incluant l'apprentissage) organisée par les entreprises ;
- Le système éducatif de l'école élémentaire au supérieur
- Les programmes d'études et de formation pour adulte non organisés par les entreprises ;
- La migration des individus et des familles pour saisir des opportunités d'emploi

L'accumulation de capital humain bénéficie ainsi au pays en l'amenant dans la voie de la croissance économique. Il l'affirme en ces termes : « Il y a peu de doute que l'investissement qui améliore les capacités des gens crée des différences dans la croissance économique et dans la satisfaction vis-à-vis de la consommation. Nous savons maintenant que l'oubli du capital humain biaise l'analyse de la croissance économique ». Ainsi, aux antipodes des théories d'Harrod-Domar et de Solow qui soulignent le lien entre taux de croissance économique et accumulation de capital physique, Schultz met en valeur celui entre taux de croissance économique et accumulation de capital humain.

En conséquence, le capital humain est une richesse qu'il faut protéger et que son accumulation doit être encouragée. C'est la raison pour laquelle des efforts doivent être entrepris dans les domaines de l'éducation et de la santé.

³² SCHULTZ T. (1959), « Invest in man : an economist's view », The social service review XXIII

³³ Selon le résumé des travaux de Schultz sur le site www.alternatives.fr

1-2-2) La théorie de Gary BECKER³⁴

Certains champs d'étude étaient autrefois réservés à la sociologie. L'éducation et la formation en faisaient partie mais avec l'avènement de Becker, la science économique s'est ouverte à l'analyse des comportements sociaux. Selon lui, il existe des facteurs économiques qui influent sur les comportements humains.

Gary BECKER définit le capital humain comme « *l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques de savoir-faire, etc* ³⁵ ». En effet, à part le capital propre de chaque travailleur qui lui est inné, la formation contribue à cultiver ce capital. En investissant en capital humain, ce dernier augmente, de même que la productivité de l'investisseur et par hypothèse son revenu.

Le rendement de cet investissement peut être appréhendé par le calcul de son taux de rendement marginal. Pour évaluer le rendement d'une année d'études supplémentaire, il faudra calculer le rapport entre le supplément de revenus générés par cet investissement pendant la vie active du travailleur et le total des coûts y afférents. Outre les différentes dépenses d'éducation, ces coûts comprennent également des revenus auxquels le travailleur a renoncé durant le temps de ses études, ou en d'autres termes les « coûts d'opportunité ». A la suite de cette analyse coût-bénéfice, il opère un choix entre le gain immédiat par le travail ou le gain différé découlant de la formation. Becker reconnaît également que la prise en charge des coûts directs, même partielle, par l'Etat influe sur cet arbitrage notamment dans les milieux défavorisés. La gratuité des écoles ainsi que les allocations encouragent la poursuite des études.

La santé et les connaissances engrangées constituent, par conséquent, des investissements comme les autres. Ce qui les différencie des investissements matériels, c'est qu'ils ne peuvent pas se distinguer de leurs détenteurs. Ils leurs sont incorporés. Ainsi, le taux de rendement marginal de l'éducation est décroissant d'autant que les travailleurs ne peuvent pas être démultipliés comme les unités de production d'une entreprise.

Cependant, l'analyse coût-bénéfice ne suffit pas. Puisque les retombées d'un investissement en capital humain ne sont pas toutes quantifiables, il s'avère plus logique de procéder à un calcul coût-avantage pour décider de poursuivre ou non des études. Et cela

³⁴ Selon le résumé de l'ouvrage de G. Becker sur le site www.alternative.fr

³⁵ BECKER G. (1993), « Human capital », The University of Chicago Press for NBER, 3^e édition

implique des agents économiques tout à fait rationnels, usant des informations nécessaires pour de bonnes anticipations.

Par ailleurs, Becker relève d'autres facteurs qui peuvent inciter ou non les individus à une formation. Il cite entre autres l'emprise de la famille sur le choix individuel et l'aptitude d'apprentissage.

Un des mérites de Becker est d'avoir distingué deux sortes de formation que le travailleur peut suivre : la formation générale ou « *general human capital* » et la formation spécifique ou « *firm-specific capital* ». Selon Becker, le travailleur peut valoriser la formation générale qu'il a reçue dans toute entreprise car celle-ci lui est attachée tandis que la formation spécifique accroît sa productivité seulement dans l'entreprise formatrice. Ce type de formation profite à l'entreprise si et seulement si le travailleur y reste après l'avoir reçue sinon l'employeur n'est pas encouragé à investir dans la formation spécifique.

Cette distinction de Becker a servi de base dans l'analyse des coûts de transaction sur le marché du travail. Cette théorie du capital humain évoque ainsi l'idée d'une éducation comme bien collectif puisque tout le monde peut en profiter par le biais de ses externalités positives.

Nombreux sont les enjeux et implications de cette théorie du capital humain. Ceux-ci feront l'objet de la seconde section.

1-3) Les théories proches du capital humain

1-3-1) La théorie de G. LEWIS et G. BECKER

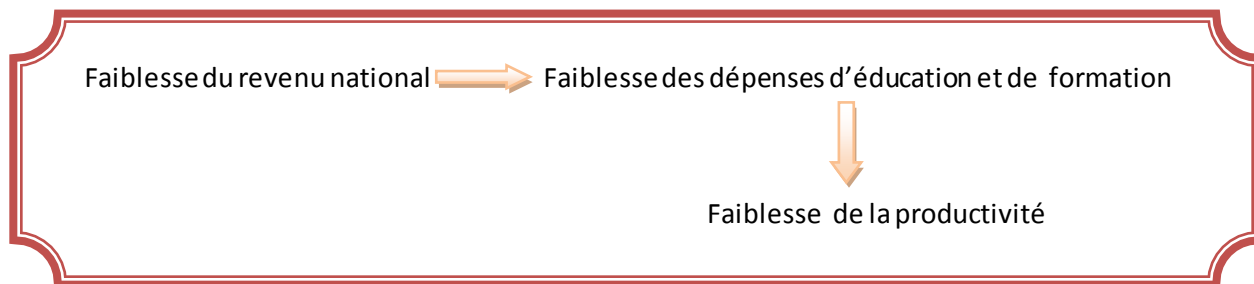
Outre la théorie qu'a développée Becker individuellement, il a également élaboré avec Lewis une théorie qui portait sur les relations entre l'éducation et la fécondité. Cette dernière stipule que les femmes ayant atteint un niveau d'enseignement plus élevé ont tendance à limiter le nombre d'enfants auxquels elles donnent naissance. L'idée de base est que l'éducation peut changer les connaissances et les attitudes à l'égard de la contraception moderne et de son utilité. Par voie de conséquence, elle constitue un moyen par excellence pour parvenir à une réduction de la fécondité et in fine à un ralentissement du taux d'accroissement de la population.

Par ailleurs, une femme d'un certain niveau d'éducation envisagerait de donner un meilleur niveau d'éducation à ses enfants. Elle contribue ainsi à la croissance économique de son pays.

1-3-2) La théorie de R. NURKSE

Nurkse a été l'initiateur de l'analyse en termes de cercle vicieux de la pauvreté. Le constat de l'état pitoyable de l'investissement en matière éducatif dans les PED était son point de départ. Il en déduit l'enchaînement suivant³⁶ :

Schéma n° 1 : Relation entre éducation et revenu national, dépenses d'éducation et productivité



Source : Auteur, 2013

Pour rompre ce cercle vicieux, Nurkse recommande de recourir aux capitaux étrangers pour financer l'accroissement du stock de capital, des investissements éducatifs, de la productivité et par ricochet des revenus.

1-3-3) La théorie de Richard JOLLY

Son étude se concentrait sur l'importance accordée à l'éducation au développement de l'Afrique. Selon lui, le retard économique de ce continent est dû au manque d'éducation de sa population. A cet effet, après avoir relevé les défis et priorités spécifiques du continent, il propose un cadre d'action qui est « L'éducation pour la renaissance de l'Afrique au XXIe siècle ».

Mais cette relation entre croissance et développement humain est réciproque dans la mesure où les progrès dans le développement humain ne seront pas durables sans croissance ultérieure³⁷. Une croissance plus forte sera indispensable afin de favoriser le développement humain.

³⁶ NURKSE R. (1968), « Les problèmes de formation du capital dans les pays sous-développés »

³⁷ JOLLY R. (1996), « Le développement à visage humain », Clarendon Press, Oxford

Section 2 : Les prolongements de la théorie du capital humain

La théorie du capital humain s'inscrit dans la même lignée que l'école néoclassique pour la raison qu'elle considère le salaire comme étant équivalent à la productivité marginale du travailleur. L'éducation est le facteur de différenciation selon cette théorie.

2-1) Les enjeux autour de l'éducation et de la formation

Certains auteurs ne considèrent pas l'éducation en soi comme un facteur de productivité. Pour certains, elle constitue un moyen pour obtenir un emploi. D'autres soulignent l'importance de la formation continue.

2-1-1) Les théories du signal ou du filtre³⁸

Michael SPENCE a développé l'hypothèse que l'éducation n'est pas tout à fait un investissement dans le but d'accroître le capital humain. Elle constitue un outil qui permet de sélectionner les agents les plus productifs. Les diplômes obtenus représentent un signal qui aide les employeurs à choisir les meilleurs travailleurs ou ceux dont la productivité est élevée par rapport aux autres. En étant en situation d'asymétrie d'information vis-à-vis des employés, les employeurs utilisent le diplôme comme un signal de productivité. Il appartient ainsi aux individus de choisir la formation qui permet d'envoyer le meilleur signal. Par conséquent, l'éducation n'est pas destinée à développer les capacités des individus mais à les identifier selon Spence.

D'aucuns considèrent alors ce modèle comme fournissant une interprétation négative du rôle de l'éducation sur le marché du travail étant donné qu'elle ne sert qu'à sélectionner les travailleurs, l'allocation des ressources se trouvant inchangée. En élargissant l'analyse, elle entraînerait un gaspillage de ressources ; l'investissement dans le signal n'est que source d'inefficience. Pourtant, Spence défend, avec certaines hypothèses, que le signal contribue à améliorer l'allocation de ressources. Son caractère intrinsèque de porteur d'informations lui confère la qualité d'être « productif en lui-même ».

De son côté, Blaug³⁹ énonce l'idée de complémentarité entre les théories du capital humain et du signal. En effet, la corrélation positive entre l'éducation et les salaires est justifiée par la théorie du capital humain mais cette dernière corrobore également celle entre l'éducation et

³⁸ SPENCE M. A. (1974), « Market signaling, informational ; transfer in hiring and related screening process », Harvard U. Press.

³⁹ BLAUG M. (1994), « La méthodologie économique », Economica (2^e édition)

l'emploi. Le taux de rendement privé de l'investissement en éducation ainsi que le désir de produire le signal maximisant la probabilité d'être sélectionné induisent à la fois les individus à la poursuite de leurs études. Mais empiriquement, il est difficile voire impossible de distinguer ces théories.

2-1-2) La formation continue⁴⁰

L'accumulation du capital humain ne se limite pas à la formation initiale. Elle continue durant la vie professionnelle par le biais des expériences vécues. L'expérience professionnelle constitue la seconde étape du système éducatif, qui peut se présenter sous plusieurs formes :

- ✓ Les processus d'apprentissage informels relatifs à l'expérience dans la production ou le « learning by doing » ;
- ✓ Les processus d'apprentissage formels à l'instar des programmes qui combinent une formation au sein des écoles professionnelles et des stages dans l'entreprise ;
- ✓ Les programmes ponctuels de formation dans les entreprises, relevant soit de leur propre action soit de celle d'un organisme privé sollicité à une telle fin.

Cette étape est incontournable si l'on aspire à une croissance extraordinaire comme celle qu'ont connue les pays asiatiques. D'ailleurs, aucun coût n'est lié à la formation du type « learning by doing ». Elle requiert seulement un certain temps.

2-1-3) L'éducation et ses incidences fiscales

« *Le secteur public tire profit de l'investissement dans l'éducation, car les salaires plus élevés des individus augmentent leurs recettes fiscales au travers de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales⁴¹* ». Des individus mieux formés perçoivent des salaires plus élevés et apportent ainsi plus de recettes fiscales à l'Etat. En effet, les diplômés du supérieur contribuent plus au système fiscal que ceux du niveau secondaire. Le taux de rendement interne public est l'indicateur qui permet d'estimer les retombées sur les finances publiques de la décision des individus d'investir dans l'augmentation de leur niveau de formation ainsi que l'effet des différentes politiques sur ces investissements.

⁴⁰ www.alternatives.fr

⁴¹ OCDE (2008), « Regards sur l'éducation »

A présent, afin de mieux cerner le sujet que l'on s'est proposé de développer, étudions la relation théorique entre éducation et croissance économique.

2-2) Education et croissance économique

Les théories sur la croissance sont des plus variées. Les anciennes théories notamment celle de Solow expliquaient la croissance par des facteurs considérés comme exogènes à l'instar du taux d'épargne, du taux de dépréciation du capital physique et du taux d'accroissement de la population active. Mais à partir de 1986, les théoriciens dont Paul Romer fut le premier, considéraient la croissance économique comme résultant de facteurs à l'intérieur du modèle, facteurs dits « endogènes ». « *Le facteur essentiel du développement n'est pas le capital, comme on l'a cru longtemps, mais le savoir des hommes* »⁴².

2-2-1) La théorie de la croissance endogène

Paul ROMER (1986)⁴³ et Robert LUCAS (1988)⁴⁴ ont été les initiateurs de cette théorie dont l'idée de base est la croissance auto-entretenu. Selon eux, l'épargne investie dans la formation de capital humain a pour effet de former des chercheurs et des ingénieurs, à l'origine du progrès technique qui, quant à lui est source de croissance.

Même si on rencontre des difficultés pour mesurer le stock de capital humain, avec l'avènement des nouvelles théories de la croissance, cela est devenu possible. En effet, le modèle de Mankiw, Romer et Weil⁴⁵, en distinguant accumulation de capital physique et accumulation de capital humain, a démontré qu'une petite variation observée sur le stock de ces deux capitaux génère une ample variation dans la production de chaque travailleur. Aussi, l'écart de revenu réel par tête constaté entre les pays est-il devenu compréhensible. Cependant, les conditions initiales des économies pèsent beaucoup dans leur croissance. Des niveaux initiaux de capital humain ou de capital physique jugés en dessous d'un certain seuil ne permettent pas de diffuser d'importants effets externes.

Quant à Pierre-Yves Hénin et Pierre Ralle (1994)⁴⁶, ils affirment cette idée d'externalités positives issues du capital humain dans le cas d'externalités de réseau. En d'autres termes, des

⁴² SAUVY A. (1946), « La théorie générale de la population »

⁴³ ROMER P. M. (1986), « Increasing returns and long run growth, Journal of political economy », Vol. 94, n° 5

⁴⁴ LUCAS R. (1988), « On the mechanisms of economic growth, Journal of monetary economics », Vol 22, n° 1

⁴⁵ MANKIWI N. G, ROMER D. et WEIL D. N. (1992), « A contribution to the empirics of economic growth, quarterly », Journal of Economics, vol. 107, no2

⁴⁶ HENIN P. Y., RALLE P. (1994), « Les nouvelles théories de la croissance : quelques apports pour la politique économique », Revue économique, Vol.44, n° hors-série

personnes ayant un même niveau de connaissances peuvent communiquer et interagir entre eux et entretiennent ainsi une croissance.

Bref, les Nouvelles Théories de la Croissance (NTC) considèrent le progrès technique comme étant endogène du fait que celui-ci est tributaire du comportement des ménages en ce qui concerne l'accumulation de capital humain. Toutefois, l'effet externe de l'éducation n'est pas intégré dans leur décision d'investissement en capital humain. C'est pourquoi le pouvoir public a son rôle à jouer dans l'encouragement des individus à concilier effet externe et investissement en capital humain.

2-2-2) Capital humain, croissance et développement

Bon nombre d'économistes admettent de nos jours la relation entre système d'éducation et croissance économique. C'est de ce fait que les institutions internationales se préoccupent tant de l'accès à l'éducation.

Mais selon Philippe AGHION et Elie COHEN⁴⁷, cette relation dépendrait des niveaux vers lesquels est orienté le système d'éducation. En effet, ce dernier est déterminé par le niveau technologique de chaque pays ou plus exactement par sa distance par rapport à la frontière technologique qui est, par convention, le niveau technologique des Etats-Unis. Ainsi, le stimulus de la croissance est significatif si le système éducatif est tourné particulièrement vers le niveau primaire pour les PED et vers le supérieur pour les pays ayant déjà atteint un certain niveau technologique.

NELSON & PHELPS⁴⁸ ont également souligné cette relation en introduisant le rôle des technologies dans la croissance. Selon eux, le capital humain facilite l'adoption des technologies existantes et des nouvelles technologies. Aussi, l'éducation serait-il l'élément moteur du rattrapage technologique. Concrètement, ils ont supposé que le taux de croissance de la productivité est fonction du niveau de capital humain c'est-à-dire

$$"[dA/dt]/A = f(H, A_{max} - A)"$$

où A_{max} représente le niveau technologique du pays le plus avancé,

A est le niveau technologique du pays considéré

$[dA/dt]/A$ indique le taux de croissance de la productivité

⁴⁷ AGHION P., COHEN E. (2004), « Education et croissance : Conseil d'analyse économique »

⁴⁸ NELSON, PHELPS (1966), « Investments in humans, Technological diffusion and economic growth », review 61

H symbolise le niveau de capital humain

Dans cette spécification, le taux de croissance de la productivité dépend positivement du niveau de capital humain et est proportionnel au retard technologique $A_{\max} - A$.

Sa complémentarité avec le capital physique représente aussi un autre moyen pour expliquer cette action du capital humain sur la croissance économique. Selon LUCAS⁴⁹, le manque de capital physique des pays pauvres provient de l'insuffisance de leur dotation en facteurs complémentaires notamment en capital humain. Seuls peuvent croître en stock de capital humain et par contrecoup amorcer leur développement économique, les pays ayant d'abord investi en éducation, en santé, en définitive en capital humain.

Ainsi admis le rôle stimulateur de croissance de l'éducation, élargissons notre champ de vision de l'éducation.

2-2-3) La théorie des capacités d'Amartya SEN

Selon Amartya Sen, les bénéfices tirés de l'éducation ne se limitent pas sur le marché du travail. Grâce à ses capacités et au pouvoir qu'il a sur sa propre vie, l'individu peut valoriser d'autres fonctions. Il concilie alors ce dont il est à même de réaliser et ce qu'il désire être, et ce avec un ensemble de libertés réelles.

En définitive, les effets de l'éducation ne sont pas uniquement évalués dans sa dimension productive. « L'éducation n'est pas seulement un moyen pour atteindre d'autres fins (le revenu, le plaisir, le bonheur) mais elle est d'abord une valeur désirable en soi. Elle est une capacité qui permet l'exercice des libertés individuelles ».⁵⁰

⁴⁹ LUCAS R. (1990), « Why doesn't capital flow from rich to poor countries ? », American Economic Review, Papers and proceedings

⁵⁰ SEN A. (2000), « Un nouveau modèle économique, Développement, justice, liberté », Paris, Odile Jacob

Cette partie a donc fait ressortir quelques concepts sur l'éducation ainsi que quelques pistes théoriques sur le capital humain. Aussi, apparaît-il que l'éducation est tout un processus qui vise le développement des facultés mentales de l'homme. Vue d'un angle économique, elle constitue un investissement qui se révèle rentable si la somme des bénéfices attendus excède celle de ses coûts. En effet, son rendement ne relève pas seulement d'ordre privé, la société et l'Etat en tirent également profit.

Le développement humain est un des piliers du développement économique. Aussi, investir en capital humain revient-il à miser sur l'essor économique. Un peuple bien instruit sera le garant de l'amélioration de la situation économique d'un pays. Cette idée, les théoriciens s'accordent à la reconnaître sans ambages.

Néanmoins, une théorie ne saurait être valable que si elle est vérifiée par les réalités. Cette confrontation constituera une autre tâche, traitée postérieurement.

PARTIE II

L'IMPORTANCE DE L'EDUCATION DANS LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR

Les stratégies de développement appliquées à Madagascar - s'il y en a eu vraiment une digne de ce nom- ont ignoré l'éducation comme étant un pilier de celui-ci. Certes, quelques uns des plans d'action à l'instar du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) ou du Madagascar Action Plan (MAP) ont consacré quelques pages à des projets pour l'amélioration de ce secteur. Ceux-ci sont restés des écrits et les quelques applications n'ont pas duré longtemps.

Mais après avoir traité la première partie : «Notions et concepts d'éducation et de capital humain », on est conscient du rôle crucial de l'éducation dans le développement économique d'un pays et de la place qu'elle mériterait dans toute politique allant dans cette visée. C'est alors la raison d'être de cette seconde partie.

Un diagnostic du système éducatif malgache serait indispensable avant toute proposition d'actions. Par conséquent, le premier chapitre traitera de l'évolution du système éducatif malgache avant l'ère coloniale jusqu'à présent, le second chapitre sera axé sur l'étude de l'impact de l'éducation sur la croissance et sur des suggestions correspondantes.

Chapitre I : L'EDUCATION ET LA FORMATION A MADAGASCAR

L'Etat malgache, en ces phrases : « *L'éducation est une priorité nationale absolue, et l'enseignement est obligatoire à partir de l'âge de six ans.* »⁵¹ et « *La République de Madagascar, conformément aux droits et devoirs économiques, sociaux et culturels énoncés dans la Constitution, et fidèle aux engagements internationaux du peuple malagasy, reconnaît à toute personne - enfant, adolescent, et adulte - le droit à l'éducation, à l'enseignement et à la formation*⁵² » s'engage à accorder une éducation primaire gratuite pour tous, qui, d'ailleurs constitue un droit pour les enfants, adolescents, adultes ; bref pour tous. Il se porte même garant d'une éducation de qualité : « *La mission de l'Etat est d'assurer pour tous les Malgaches une éducation de qualité* »⁵³. Cela entre dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dont le Troisième est d' « *Assurer l'éducation primaire pour tous d'ici 2015* ». Afin que le peuple malgache puisse jouir de ce droit, l'Etat se doit d'organiser un système éducatif de qualité, pouvant accroître son niveau d'éducation. Ce chapitre se propose alors d'analyser le système éducatif malgache ainsi que les différentes contraintes y afférentes dans un premier temps (Section 1) et d'analyser l'efficacité de celui-ci dans un second temps (Section 2).

Section 1 : Diagnostic du système éducatif malgache

Cette section a pour objet d'analyser l'évolution des systèmes éducatifs en vigueur à Madagascar du temps d'avant la colonisation jusqu'à maintenant afin de dégager les contraintes qui se posent sur ce secteur.

1-1) Evolution de l'éducation et du système éducatif malgache

Une analyse rétrospective est d'une utilité incontestable si l'on aspire à de politiques éducatives adaptables aux réalités socio-économiques et culturels du pays.

1-1-1) Le système éducatif précolonial

La première école à Madagascar a vu le jour en 1860⁵³, suite aux diverses missions religieuses menées par le London Missionary Society (LMS). Dans le but d'évangélisation de la

⁵¹ Loi N° 2004-004 du 26 juillet 2004 portant orientation générale du système d'Education, d'Enseignement et de Formation à Madagascar, Article premier

⁵² Idem, Article 2, ⁵³ Idem, Article 22

⁵³ cadreeducation.over-blog.com/article-didactique-42928923.html

population et de compétition, les entités confessionnelles ont contribué à développer l'enseignement dans la grande île. Mais suite à l'hostilité manifestée par Ranavalona I (1788-1861) à l'égard des étrangers, il connut une interruption entre 1828 – 1861. Aux antipodes de celui de Ranavalona I (1788-1861), le règne de Radama II (1861- 1863) a été marqué par une ouverture étrangère notamment vers l'Occident suscitant ainsi l'expansion de l'enseignement. En 1876, des lois gouvernementales stipulant l'obligation scolaire pour tous ont été édictées mais celles-ci ne furent appliquées réellement qu'en 1885 à la suite de la publication du Code des 305⁵⁴ par la reine Ranavalona II (1868-1883).

1-1-2) Le système éducatif de la colonisation

A cette époque, le système éducatif n'a été érigé que dans l'intention d'entretenir le régime colonial. Ainsi, des écoles laïques furent créées pour la promotion de la langue française. Le système éducatif malgache de ce temps a été également caractérisé par une discrimination concernant l'éducation accordée aux indigènes et aux enfants des colons. Ces derniers ont bénéficié d'un meilleur enseignement que les premiers. Cette discrimination a aussi été appliquée entre les régions de l'île. En outre, les écoles normales et professionnelles créées avaient pour mission de former des subalternes au service des colons.

1-1-3) Au lendemain de l'indépendance

Le système éducatif hérité de l'époque coloniale, mais sous quelques réformes, a été maintenu jusqu'en 1972, année des bouleversements politiques qui ont influé sur l'éducation. L'enseignement secondaire s'est développé et l'enseignement supérieur fut instauré avec l'intention de former du personnel et des cadres administratifs recherchés par l'Etat pour remplacer les cadres coloniaux. Toutefois, ce système semble privilégier les élites et apparaît inadapté aux besoins de la population.

En étant conscients de ces faiblesses, les dirigeants du pays ont procédé en 1972 à des réformes concernant la structure, les contenus et les méthodes de l'enseignement. La Charte de la Révolution Socialiste stipule que « l'enseignement doit être planifié en s'appuyant sur quelques idées essentielles : la démocratisation, la décentralisation, la malgachisation⁵⁵ ».

- *« Démocratiser l'enseignement signifie donner à tous les mêmes chances, c'est-à-dire donner à tous les malgaches sans exception la possibilité de recevoir un enseignement*

⁵⁴ Code des 305 articles de Madagascar, 29 mars 1881

⁵⁵ Charte de la Révolution Socialiste (1975), p 72-73

de base, de s'inscrire et de se former selon leurs aptitudes, dans le cadre des besoins de la nation ⁵⁶ ».

- « *Dans le domaine de l'enseignement, la décentralisation se traduit par la répartition à travers le territoire national des établissements d'enseignement avec certains aspects de leur gestion* ⁵⁷ ».
- « *Malgachiser l'enseignement signifie harmoniser le contenu et les méthodes de cet enseignement avec les impératifs de la Révolution* ⁵⁸ ». Cela implique alors l'utilisation de la langue malgache comme langue d'enseignement.

Ces mots d'ordre ont été à l'origine d'une explosion des effectifs scolarisés, nonobstant, la qualité de l'éducation s'est trouvée grièvement affectée et cela s'est fait sentir lors de l'entrée des promotions concernées à l'université. Ils avaient du mal à suivre les cours dispensés en français. De surcroît, le nombre d'instituteurs ainsi que les matériels didactiques ont été insuffisants. La formation des enseignants posait problème et on a répertorié une absence de suivi et de contrôle de ces derniers au point d'une anarchie.

Dans les années 1980, les mesures d'austérité prises dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel ont durement atteint les finances publiques. Les catégories de dépenses publiques ont été compressées et l'éducation ne pouvait pas y échapper. Des conséquences désastreuses apparaissent : diminution des effectifs scolaires dans les établissements publics, absence fréquente mais injustifiée des enseignants, abandon des bâtiments scolaires ; tout cela ont poussé les parents à recourir de plus en plus à l'enseignement privé.

Sous l'ère du président Ravalomanana (2002- 2009), l'effort de scolarisation avait réellement porté ses fruits. La distribution de kits scolaires constituait un moteur qui encourageait les parents à scolariser leurs progénitures. Les réformes ont été également nombreuses, elles ont porté sur la structure du système éducatif. La nouvelle formule 7 + 2 + 3 ainsi que le retour à la malgachisation dans les deux premières années de la scolarité ont commencé à être appliqués.

1-1-4) Le système éducatif actuel

Le secteur de l'éducation à Madagascar est réparti en 3 sous-secteurs étant chacun sous la responsabilité d'un ministère spécifique.

⁵⁶ Charte de la Révolution Socialiste (1975), p 73

⁵⁷ Idem, p 76

⁵⁸ Ibid, p78

1-1-4-1) Le sous-secteur de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire⁵⁹

En étant sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale (MEN), ce sous-secteur est subdivisé en 3 trois niveaux :

1-1-4-1-1) Niveau 1 : L'enseignement primaire

Selon les textes officiels, l'entrée au sein des établissements correspondants se fait à 6 ans⁶⁰. Durant l'année scolaire 2009-2010⁶¹, 4 329 577 élèves y étaient inscrits dont près de 16% dans les écoles privées. Une grande part de ces dernières est constituée d'écoles confessionnelles dont 40%⁶² sont des écoles catholiques. En tout, 27748 établissements fonctionnels sont répartis dans les 1560 communes de Madagascar avec un faible pourcentage siégeant dans les zones urbaines.

D'une durée de cinq ans, l'enseignement primaire est sanctionné par le Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires (CEPE).

1-1-4-1-2) Niveau 2 : L'enseignement secondaire général du premier cycle

Ce niveau se fait pendant quatre ans et est couronné par le diplôme de Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC).

Seulement 65% des enfants ayant achevé l'enseignement primaire arrivent à ce niveau d'enseignement. Pour la même année scolaire, quelques 2507 collèges dont 1371 étaient privés se chargent de la scolarisation de 758 883 élèves. En d'autres termes, le secteur privé s'occupait de 38% des effectifs.

1-1-4-1-3) Niveau 3 : L'enseignement secondaire général du second cycle

Le diplôme de Baccalauréat est la finalité de ce cycle qui dure trois ans. Le premier est en tronc commun. Ensuite, les élèves se spécialisent dans l'une des séries existantes : A, C et D. Encore pendant l'année scolaire 2009 – 2010, 55 537 élèves sont inscrits en première année dans les 126 lycées de l'île. 55% de ces derniers appartiennent au secteur privé, ce qui souligne la forte participation de celui-ci dans l'enseignement secondaire.

1-1-4-1-4) L'éducation préscolaire

On ne l'évoque qu'à la fin de cette sous-section : « Le sous-secteur de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire » étant donné qu'elle ne se rattache à aucun des Ministères

⁵⁹ Les chiffres énoncés dans cette sous-section ont été tirés du Rapport annuel du MEN, 2010

⁶⁰ Loi n° 2004-004 portant orientation du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar, Art. Premier

⁶¹ Année scolaire dont les données sont complètes, donc sera prise comme référence pour le reste

⁶² www.madagascar-tribune.com/le-Non-des-eveques,8407.html

sus-mentionnés. Quoique tardivement, l'éducation préscolaire est actuellement intégrée dans le système éducatif malgache. Elle accueille les enfants âgés de 3 à 5 ans. Le niveau de scolarisation à ce stade reste encore faible étant donné la pauvreté qui mine les familles malgaches. Seulement 18% des enfants susceptibles d'être scolarisés fréquentent ces établissements durant l'année scolaire 2009-2010. De plus, l'offre est majoritairement privée, les écoles publiques ne représentent que 14 % des établissements fonctionnels sis en majorité dans les zones urbaines.

1-1-4-2- Le sous-secteur de l'enseignement supérieur

L'obtention du Baccalauréat ouvre les portes de l'enseignement supérieur. Ce dernier réunit les six universités publiques, les institutions d'enseignement supérieur de formation et de recherche à l'instar des Instituts Supérieurs de Technologie (IST), de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires (INSTN), du Centre National de Télé-enseignement de Madagascar (CNTEMAD) ainsi que des instituts privés. (Voir Annexe n°2 pour les effectifs d'étudiants au sein de ces établissements). Il comprend trois cycles.

Force est de constater la prolifération des instituts privés d'enseignement supérieur il y a quelques années maintenant.

1-1-4-3- Le sous-secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle

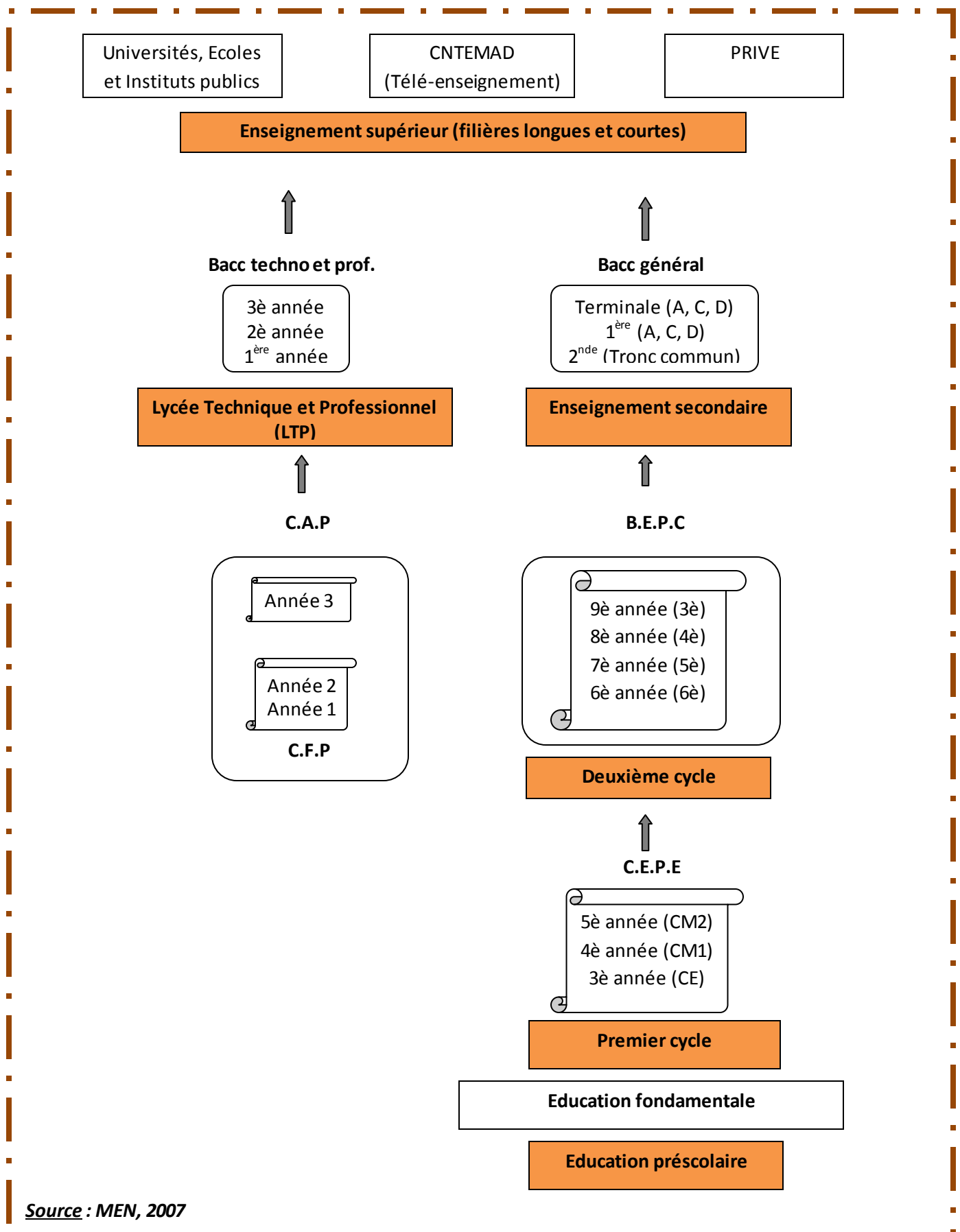
Ce sous-secteur est à la charge du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP). Deux types de formation existent en fonction de la catégorie de l'établissement⁶³ :

- Niveau 1 : dispensé dans les Centres de Formation Professionnelle (CFP) pour tout individu sans exigence de diplôme ni de titre académique.
- Niveau 2 : dispensé dans les Ecoles de Carrière Professionnelle (ECP) pour les apprenants qui ont le niveau de la classe de septième de l'Enseignement Général.

Pour résumer cette structure du système de l'éducation à Madagascar, le schéma suivant nous en dit clairement.

⁶³ Décret n° 2011-428 portant structure générale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et organisation de divers types de formation, Art. 10

Schéma n° 2 : Structure du système de l'enseignement général



Source : MEN, 2007

Actuellement, nul ne pourrait contester que l'éducation est en crise. Que ce soit au niveau fondamental, secondaire ou supérieur, les dysfonctionnements et les déséquilibres sont patents, laissant ainsi la qualité de l'éducation à désirer. Un diagnostic du système éducatif sera précieux pour dégager les différents problèmes qui le rongent et proposer ensuite des recommandations.

1-2-1) Les problèmes et faiblesses du secteur éducatif malgache

Nombreux sont les problèmes constatés dans le secteur de l'éducation à Madagascar. Certains relèvent du système proprement dit tandis que d'autres sont relatifs à la scolarisation des générations malgaches.

1-2-1-1) Les problèmes relatifs au système éducatif

Signalons tout d'abord que le système éducatif malgache a été hérité de celui des Français, appliqué lors de la période coloniale. Même avec des séries de réformes qui ont été opérées par les dirigeants successifs, il reste toujours majoritairement calqué de celui des Français. Aussi, semble-t-il inadapté aux réalités du pays. En effet, que ce soit sur le contenu de l'enseignement, sur le calendrier scolaire ou sur l'organisation et la structure du système, tout porte à croire que l'enseignement dispensé dans la grande île n'est pas destiné aux malgaches. En d'autres termes, le système de l'éducation à Madagascar n'est pas compatible au contexte et par conséquent aux objectifs de développement.

Il apparaît alors plus méthodique de relever les contraintes qui s'imposent à l'éducation et au système éducatif malgache selon ces trois catégories.

1-2-1-1-1) Le contenu de l'enseignement

Des remarques ont été émises à plusieurs reprises sur le contenu des programmes qui s'avère très classique. En effet, ces derniers ne sont pas orientés vers l'acquisition de connaissances et de savoir-faire utiles dans la vie courante. Ne sachant pas l'intérêt que ces programmes peuvent avoir, les étudiants éprouvent des difficultés à les intégrer dans leur vie de tous les jours étant donné que la majorité est dépassée par le temps. De plus, excepté celui de la matière Histoire et Géographie où le cas de Madagascar occupe une certaine place, les programmes des collèges et lycées sont calqués sur ceux de la France.

Par ailleurs, Madagascar est un pays à profil agricole⁶⁴. C'est un fait. Donc, il serait plus logique que l'enseignement prodigué tourne davantage vers la promotion de l'agriculture. Or, les formations techniques agricoles sont rares. De plus, elles sont conçues dans le but de

⁶⁴ Le secteur agricole contribue à peu près de 30% du PIB et occupe plus des 2/3 de la population.
<http://www.champagne-ardenne-export.com/fr/fiches-pays/madagascar/economie-3>

former plutôt des fonctionnaires d'encadrement que des agriculteurs aptes à travailler sur terrain.

En outre, les débats concernant la langue d'enseignement à adopter sont interminables. La voie de la malgachisation suivie du temps du Président Ratsiraka a laissé des séquelles inimaginables sur les générations sur lesquelles elle a été appliquée à tel point qu'elles ont été surnommées les « générations sacrifiées ». Certaines d'entre elles ont brillé de leur échec scolaire voire professionnel cuisant. Cependant, avec l'adoption du Français comme langue d'enseignement dans les premières années de scolarisation, des difficultés se font ressentir notamment au sein des familles rurales qui n'arrivent pas à s'y adapter. Cette barrière linguistique constitue une des raisons poussant les élèves à l'abandon⁶⁵, un problème qui n'épargne pas non plus une grande part des enseignants. D'une part, les écoliers éprouvent des difficultés à assimiler le cours et d'autre part, les enseignants ont du mal à le transmettre. Professeurs et élèves jouent ainsi entre ces deux langues, une situation qui est prête à perdurer si le choix de rédaction entre ces dernières tient encore lors des examens officiels.

1-2-1-1-2) Le calendrier scolaire

Des réformes ont été envisagées pendant le régime Ravalomanana sur le calendrier scolaire qui, lui aussi, a été calqué de celui du système français. En effet, dans un pays comme le nôtre qui, soulignons-le une fois de plus, est à vocation agricole, les périodes de « repiquage » sont sacrées pour les riziculteurs. Or, celles-ci correspondent aux périodes de cours pour les élèves. Ainsi, les parents, à défaut de main d'œuvre, font appel à leurs progénitures pour les aider. Ces derniers sont alors obligés de s'absenter pendant un certain moment, une absence qui n'est pas sans conséquence sur leurs études. Ainsi, comme solution, un nouveau calendrier scolaire devrait être défini afin que les périodes de « repiquage » correspondent à celles des vacances. En même temps, puisque ces périodes correspondent aux saisons de pluie, décaler la rentrée scolaire permettra aux élèves de rejoindre les établissements scolaires.

1-2-1-1-3) L'organisation et la structure du système

Outre le fait que les offres éducatives ne sont pas en conformité au contexte et aux besoins éducatifs, celles-ci ne sont pas non plus adéquates au marché. Les chiffres sont éloquentes à ce propos : avec environ 3700 diplômés par an qui sortent de l'enseignement supérieur, le marché ne propose qu'entre 2000 et 2500 emplois qualifiés par an. Le système éducatif est

⁶⁵ Le taux de déperdition scolaire atteint les 40% selon le rapport de la revue conjointe alternative du MEN et de ses partenaires techniques et financiers

alors qualifié d' « inefficent » du point de vue externe vu cet excédent de production d'employés par rapport aux offres d'emplois.

1-2-1-2) Les problèmes relatifs à la scolarisation des générations malgaches

La situation éducative malgache a été marquée durant au moins deux décennies par la non scolarisation et la déperdition scolaire, ces dernières constituent même l'une de ses tares. Malgré des taux brut de scolarisation avoisinant les 100%, les statistiques actuelles font état de population sans instruction de 48%⁶⁶ de l'ensemble. Une série de facteurs concourent à l'explication de cette situation.

1-2-1-2-1) Problèmes d'ordre financier

La pauvreté flagrante dans le pays est à l'origine de nombreuses imperfections que ce soit du côté de la demande ou de l'offre d'éducation.

i. Les problèmes sur la demande d'éducation

Puisque l'éducation est un bien comme les autres, les coûts constituent le principal déterminant de sa demande. Lorsque ceux-ci sont élevés, ils deviennent difficiles à supporter par les ménages malgaches, lesquelles préfèrent par la suite professionnaliser leur descendance. Effectivement, ces coûts ne sont pas uniquement les dépenses directes, ils comprennent également la contribution potentielle de l'enfant au revenu du ménage. En d'autres termes, le coût d'opportunité élevé de la scolarisation les en dissuade. Pire encore, même l'école gratuite devient inabordable pour certaines familles. Bref, la pauvreté et la déscolarisation constituent un cercle vicieux.

ii. Les problèmes sur l'offre d'éducation

La liste est longue, nonobstant celle-ci n'est pas exhaustive. En effet, faute de moyens financiers, l'Etat ne peut pas s'occuper comme il se doit de la fourniture de matériels didactiques performants et en quantité suffisante, de bâtiments scolaires dans les normes, d'enseignants suffisants et qualifiés et de personnel administratif et financier.

Force est de constater l'état de délabrement dans lequel se trouvent les établissements scolaires publics de tous les niveaux. Outre le détournement d'une part du budget alloué au secteur éducatif, ce budget lui-même est maigre (voir annexe n°3). Si des entretiens périodiques ne sont pas possibles, comment pourrait-on envisager de nouvelles constructions de bâtiments scolaires ?

⁶⁶ <http://www.voyage-madagascar.info/pays.html>

Par ailleurs, outre le fait que les matériels didactiques à la disposition des enseignants sont loin d'être en quantité suffisante, ces derniers ne sont plus adaptés au temps où l'on vit. En effet, on emploie encore ceux hérités de nos lointaines générations. Or, avec l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les méthodes d'enseignement changent complètement. Pourtant, l'éducation et la formation à Madagascar ne sont qu'à leur balbutiement en matière de technologie. En plus de cette précarité des matériels pédagogiques, ces derniers sont inégalement répartis à travers l'île. Certaines régions sont plus servies que d'autres (voir annexe n°4).

Enfin, les conditions salariales des enseignants, notamment ceux du niveau primaire, ne leur incitent pas à donner leur maximum dans leur profession. Ne pouvant pas survivre avec leur salaire de misère (voir annexe n° 9), ils sont obligés d'exercer d'autres activités complémentaires, ce qui diminue leur concentration en classe. Cela influe sur la qualité de l'enseignement qu'ils dispensent et par conséquent sur le niveau des élèves. En définitive, le métier d'enseignant s'est retrouvé très dévalorisé surtout après l'avènement de ces « maîtres FRAM » dont le niveau de formation laisse beaucoup à désirer. L'enseignement est devenu le domaine d'atterrissage de ceux qui n'arrivent pas à faire carrière dans d'autres domaines.

1-2-1-2-2) Les problèmes d'ordre socioculturel

La famille est le premier lieu d'éducation. Toutes les décisions y afférentes se prennent dans la famille. Mais lorsque celle-ci est instable, elle devient une entrave à la scolarisation. Une multitude d'enfants vivent dans une famille monoparentale suite à un divorce des parents ou au décès de l'un d'entre eux. Cela n'est pas sans effet sur leur réussite scolaire. Outre cela, d'autres sont confrontés au problème d'inexistence légale de la famille. Les parents n'ont pas pris la peine de s'inscrire dans le registre des familles, les enfants qui en sont issus ne sont pas alors inscrits officiellement. Or, sans papiers, la porte des écoles et l'accès aux examens officiels leur sont fermés.

Par ailleurs, une grande part de responsabilité incombe à la culture et aux traditions en ce qui concerne la déscolarisation de nombreux enfants en âge d'être scolarisés. Le phénomène d'externalité parentale est très déterminant notamment dans les zones rurales. En effet, le capital humain des parents est un « input » de la fonction de capital humain de leurs enfants. Si les parents n'ont atteint qu'un faible niveau d'éducation, celui des enfants sera semblable. Ils ne seront pas capables de s'occuper de l'inscription scolaire de ces derniers ni de surveiller leurs études. D'autres sont découragés par une mauvaise perception de la valeur de l'éducation. De nombreux parents jugent l'éducation comme une futilité, les retombées

financières étant moindres selon eux. Aussi, préfèrent-ils assigner à leurs enfants un travail. Les garçons contribuent au revenu du ménage tandis que les filles sont préparées au mariage. Le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), reconnaît même que « *les parents ont moins confiance à l'efficacité du système éducatif à cause des différents problèmes y afférents tels que : insuffisance d'éducation des parents, d'orientation scolaire et professionnelle, curricula non adaptés (...). C'est ainsi qu'ils trouvent plus d'intérêt à faire travailler leurs enfants (...) plutôt que de les adapter à l'école* ⁶⁷ ».

Il relève également de la mentalité des dirigeants de privilégier d'autres secteurs tels la défense, la diplomatie, etc au dépens de l'éducation en leur attribuant un budget plus conséquent, celle-ci étant jugée pour eux comme non rentable pour le pays. A cela s'ajoutent les pratiques habituelles des dirigeants, celles de détourner les deniers publics à leur profit. Le budget consacré à l'éducation s'en trouve par conséquent réduit, ce qui diminue la marge de manœuvre des établissements scolaires.

1-2-1-2-3) Les problèmes d'ordre technique

On constate les difficiles conditions d'accès aux écoles. La question financière mise à part, ceux qui aspirent à accéder à un niveau d'étude donné sont contraints par la limite d'âge imposée dans les établissements scolaires. A Madagascar, l'entrée dans les EPP se fait à l'âge de 6 ans, celle des CEG à 11 ans et celle des lycées à 14 ans.

En outre, vu l'insuffisance d'enseignants et d'infrastructures scolaires ainsi que des voies de communication enclavant certaines régions, les écoles publiques notamment celles du primaire sont obligées de répartir les élèves dans des classes multigrades, ce qui fait diminuer le volume horaire réservé à chaque groupe. Le tort de ce système est de ne pas être adapté aux normes internationales sur l'éducation sans parler de ses impacts sur la qualité de l'enseignement transmis.

Ensuite, le problème d'équité de source étatique entre zones urbaines et rurales a été cité maintes fois dans cette étude. Toutefois, il n'en reste qu'elles sont également discriminées par l'éloignement des établissements scolaires existants. Ainsi, même si les élèves affichent une volonté de fer à poursuivre les études, la distance qu'ils doivent parcourir entre l'école et leur lieu de résidence tous les jours finira par les décourager.

Vu ces nombreux problèmes et contraintes relevés dans cette section, on s'accordera à reconnaître sans ambages le faible rendement tant interne qu'externe du système

⁶⁷ DSRP Madagascar, Version 2003, page 34

éducatif malgache. Une analyse de l'efficacité de ce dernier s'avère ainsi opportune pour permettre un meilleur pilotage.

Section 2 : Analyse de l'efficience du système éducatif malgache

Cette section a pour objet de constituer un ensemble de dispositifs d'informations permettant de contrôler la bonne marche du secteur de l'éducation ou en d'autres termes un tableau de bord de l'éducation à Madagascar. Pour ce faire, procédons par niveau d'enseignement.

2-1) L'efficacité des niveaux fondamental et post-fondamental

Plusieurs indicateurs permettent d'appréhender l'efficacité d'un système éducatif. En ce qui nous concerne, une analyse sera effectuée du côté des « inputs » humains et matériels. Les données utilisées dans cette sous-section s'étalent sur les 4 années scolaires les plus récentes, c'est-à-dire de 2007 à 2011.

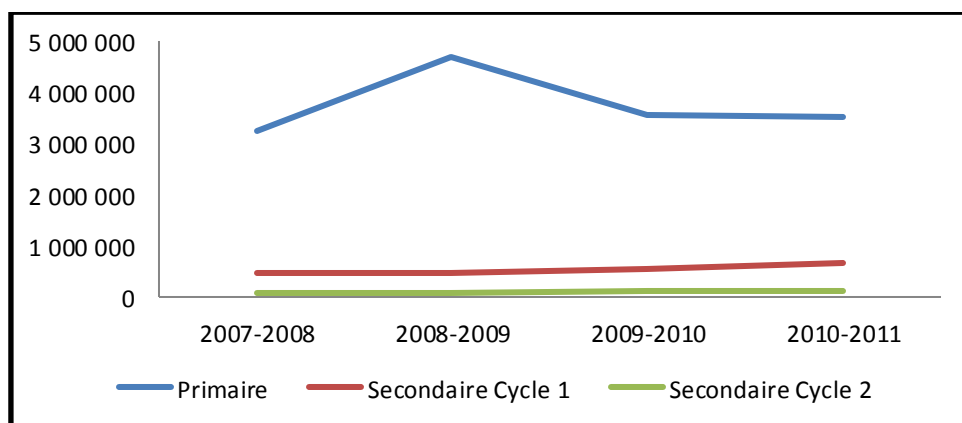
2-1-1) Les indicateurs d'efficacité associée aux flux d'élèves

Les plus utilisés sont ceux sur le rendement et ceux sur les résultats de l'éducation.

2-1-1-1) Les indicateurs de rendement

A travers le graphique suivant qui présente l'historique des effectifs des inscrits dans les niveaux fondamental et post-fondamental, nous aurons une idée des contraintes qui pèsent sur les étudiants, lesquelles les pousseront ou non à poursuivre leurs études.

Graphique n° 1 : Evolution du nombre d'inscrits dans les 3 niveaux, 2007-2011



Source : Auteur, 2013

Le nombre d'inscrits dans le primaire fluctue beaucoup tandis que celui du secondaire affiche une nette stabilité. Les enfants en âge scolaire du primaire sont donc les plus affectés par les facteurs de déscolarisation.

Sur ces étudiants inscrits, une bonne part est affectée par le phénomène de redoublement. Sur ce, le tableau suivant a le mérite de donner une vue d'ensemble d'un indice

de rendement de l'éducation qu'est le taux de redoublement et de comparer également les offres publique et privée d'éducation.

Tableau n° 2 : Evolution du taux de redoublement pour tous les niveaux 2007-2011

	2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
PRIMAIRE								
CP1	15,26	9,97	9,79	n.d	20,07	9,13	20,03	9,71
CP2	31,17	12,97	25,76	n.d	27,94	11,05	26,02	10,56
CE	28,01	13,63	26,51	n.d	27,79	11,66	26,42	11,25
CM1	9,82	8,59	11,52	n.d	16,54	8,29	16,04	8,19
CM2	20,87	8,94	21,33	n.d	16,06	4,42	15,00	4,08
Moyenne primaire	21,03	10,82	18,98	n.d	21,68	8,91	20,70	8,76
SECONDAIRE								
6è	12,13	7,51	15,05	7,38	8,14	5,90	15,14	7,02
5è	11,36	5,98	14,08	5,95	10,23	5,02	7,98	4,83
4è	9,47	5,68	11,42	6,22	10,06	5,20	11,87	5,15
3è	25,99	14,98	25,29	13,50	19,23	11,44	23,05	12,53
Moyenne 1er cycle	14,74	8,54	16,46	8,26	11,91	6,89	14,51	7,39
2nde	13,47	3,56	11,64	3,27	6,93	26,74	13,23	2,85
1ère	8,75	2,66	13,98	2,55	9,53	19,14	4,74	1,94
Terminale	28,68	16,91	24,62	12,76	23,38	16,76	19,11	11,89
Moyenne 2nd cycle	16,97	7,71	16,75	6,19	13,28	64,02	12,36	5,56

n.d : données non disponibles

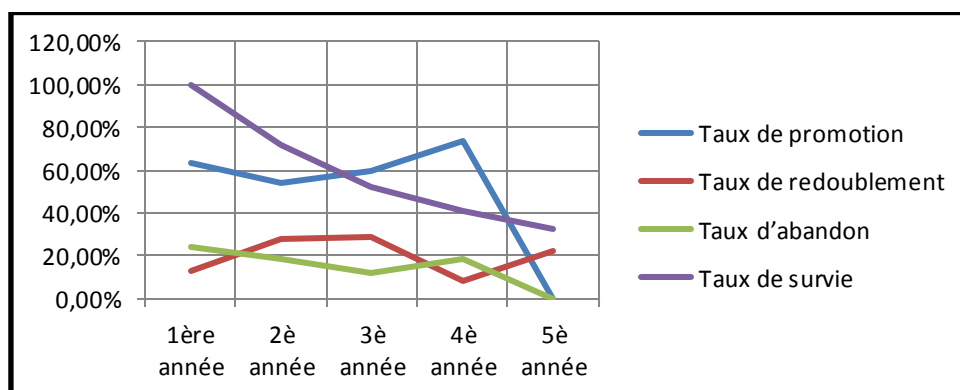
Source : Auteur, 2013 ; d'après les données du MEN, 2010

Il apparaît alors que c'est le niveau primaire qui présente le taux de redoublement le plus élevé suivi du secondaire du second cycle et du premier cycle. En moyenne, 20,6% des élèves du primaire public et 9,5% de ceux du privé redoublent tandis que pour le second cycle, le taux moyen est de 14,84% dans le public et de 10,08% dans le privé. Le niveau secondaire du premier cycle est le plus épargné du phénomène de redoublement avec des taux moyens respectifs de 14,40% et de 7,77% pour les secteurs public et privé. Ce taux élevé de redoublement dans le primaire peut s'expliquer par le faible taux d'encadrement. En effet, il s'avère normal qu'avec plus d'élèves dans une classe, l'efficacité de l'éducation s'affaiblit. Le temps consacré à titre de suivi par l'enseignant à chaque élève se trouve réduit. La réception des connaissances transmises par le professeur se fait difficilement.

Ce tableau a fait également apparaître une certaine performance du secteur privé par rapport au secteur public. Les établissements d'enseignement de statut privé, dont une grande part sont des écoles confessionnelles brillent de la qualité de l'enseignement qu'ils dispensent à leurs élèves. Leurs enseignants sont plus formés étant donné le profil et les critères qu'ils demandent pour leur embauche.

Pour une analyse minutieuse, étudions également ces différents indicateurs de rendement à chaque classe du niveau primaire. Cela fera l'objet du graphique ci-dessous.

Graphique n°2 : Indicateurs de rendement par année du primaire⁶⁸



Source : Auteur, 2013

Au vu de ce graphique, la 4^{ème} année c'est-à-dire le CM1 est la classe du primaire la plus performante. En effet, elle présente le taux de redoublement le moins élevé ainsi que le taux de promotion⁶⁹ le plus élevé. Cet indicateur donne des idées sur le nombre d'admis en classe supérieure. Le phénomène d'abandon y est également un des moins fréquents. Comme c'est l'avant dernière classe de ce niveau, les élèves ainsi que leurs parents espèrent arriver à la dernière année et obtenir le diplôme de fin de cycle. Aussi, ne ménagent-ils pas leurs efforts pendant cette année. Leur motivation est au plus haut niveau.

Enfin, d'autres indicateurs comme le ratio élèves/enseignant, le taux brut de scolarisation et le taux d'achèvement nous renseignent également sur l'efficacité des niveaux fondamental et post-fondamental. Le tableau suivant nous en dit plus.

⁶⁸ Taux de redoublement: pour une cohorte donnée, il représente la proportion des élèves qui redoublent à la fin de l'année scolaire. $Tred = \frac{\text{Redoublants } (n+1)}{\text{Effectif total } (n)}$

Taux d'abandon : c'est la proportion des élèves inscrits dans une classe donnée et qui quittent le système éducatif au cours ou à la fin de l'année scolaire. Il est le complément à 1 de la somme des taux de promotion et de redoublement.

Taux de survie : c'est la proportion d'élèves de la cohorte initiale qui atteint un niveau d'étude donné. Le taux de survie en 5^{ème} année donne ainsi la proportion de la cohorte initiale qui atteint la 5^{ème} année d'étude.

⁶⁹ C'est la proportion des élèves inscrits dans une classe donnée au cours d'une année scolaire donnée et qui passent immédiatement en classe supérieure au cours de l'année scolaire suivante.

Tableau n°3 : Ratio élève / enseignant du public et TBS, 2007-2011

	Primaire				Collège				Lycée			
	2007 - 2008	2008 - 2009	2009 - 2010	2010 - 2011	2007 - 2008	2008 - 2009	2009 - 2010	2010 - 2011	2007 - 2008	2008 - 2009	2009 - 2010	2010 - 2011
Ratio élève par enseignant du public	50,2	51	48	n.d	34,8	33	34	n.d	22	10	24	n.d
Taux brut de scolarisation (%)	121,1	126,7	138	n.d	34,4	33,7	38,9	n.d	11,6	11,4	12,8	n.d
Taux d'achèvement	19,7	14,4	13,3	n.d	11,7	12,8	18,4	n.d	12,7	18	18	n.d

Source : MEN, 2012

Dans le primaire, un enseignant est à la charge de 50 élèves en moyenne. En fait, suite aux immenses efforts de scolarisation déployés par le ministère en partenariat avec les différentes organisations internationales, le taux brut de scolarisation⁷⁰ se retrouve très élevé, un nombre qui n'est pas suivi par celui des enseignants (voir annexe n°4).

2-1-1-2) Les indicateurs de réussite

L'efficacité d'un système éducatif peut être également jugée à l'aune des taux de réussite aux divers examens officiels. Le tableau suivant en fait état.

Tableau n°4 : Taux de réussite aux examens officiels, 2007-2011

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Taux de réussite au CEPE (%)	65,6	n.d	n.d	n.d
Taux de réussite au BEPC (%)	46,18	46,18	51,51	54
Taux de réussite au BACC (%)	39,4 (a); 35,4 (b)	39,4	42,8	46,88 (a) ; 61,28 (b)

(a) Enseignement général (b) Enseignement professionnel

Source : MEN (2010) et MESUPRES (2010)

Au premier abord, le taux de réussite diminue au fur et à mesure que le niveau d'étude augmente. L'examen du C.E.P.E présente les taux les plus élevés en dépassant les 50%. Ceux du B.E.P.C et du baccalauréat avoisinent les 35 à 45%.

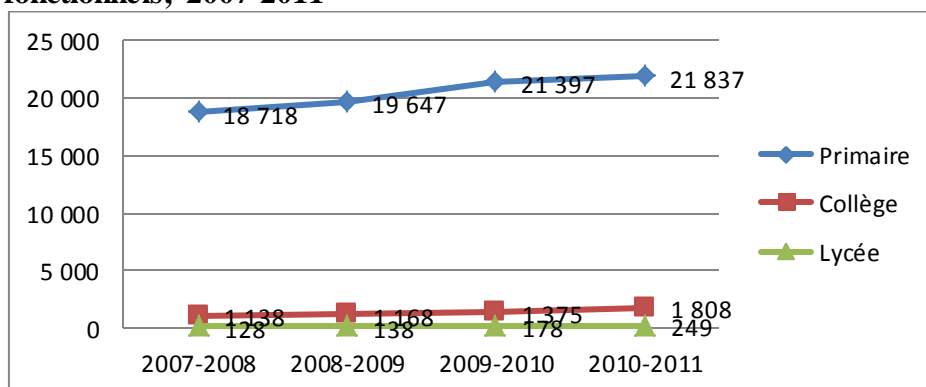
Par ailleurs, la tendance à sauter des classes, en passant les examens officiels tout en étant encore au niveau inférieur, contribue à cette médiocrité des résultats.

⁷⁰ C'est le rapport du nombre total d'enfants inscrits dans le cycle sur le nombre d'enfants d'âge officiel de ce cycle. Pour le primaire, c'est de 6 à 10 ans.

2-1-2) Les indicateurs d'efficacité relatifs aux dotations en infrastructures

Les infrastructures scolaires constituent un important «input» du secteur éducatif. Effectivement, avec des salles de classe insuffisantes, ceux qui sont à la tête des écoles sont contraints à diviser les élèves en plusieurs groupes pour qu'ils puissent tous y avoir accès. Par conséquent, le volume horaire de l'enseignement réservé à chaque groupe s'en trouve réduit.

Graphique n°3 : Evolution du nombre d'écoles primaires, de collèges et de lycées fonctionnels, 2007-2011



Source : Auteur, 2013

Soulignons tout d'abord que faute de données concernant le secteur privé, le graphique ci-contre ne présente que le nombre d'établissements publics fonctionnels. L'on constate ainsi que le nombre d'écoles primaires fonctionnelles n'a cessé de croître durant ces neuf (9) dernières années tandis que celui des collèges et lycées sont plus ou moins stables. Cela indique encore une fois le privilège que l'Etat accorde au niveau primaire par rapport aux autres niveaux. C'est également une des raisons du fort taux de réussite au CEPE vu plus haut comparé aux autres examens officiels.

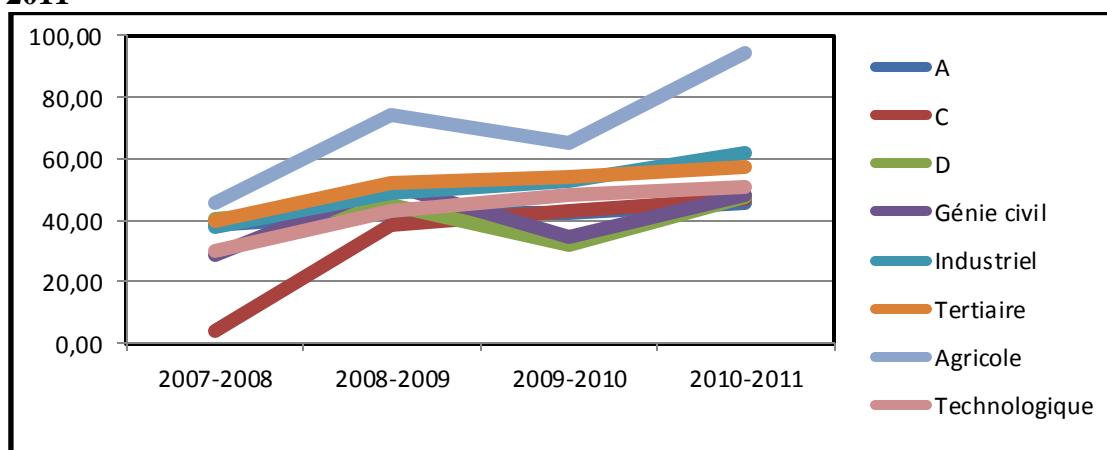
2-2) L'efficacité du niveau supérieur

Cette analyse de l'efficacité de l'enseignement supérieur se fera à travers la correspondance entre taux de réussite au baccalauréat et effectif admis à l'université en premier lieu et à partir de l'absorption du marché du travail des diplômés de l'enseignement supérieur en second lieu.

2-2-1) La continuité baccalauréat-enseignement supérieur

Comme le baccalauréat est la clé qui ouvre les portes pour un enseignement supérieur, une analyse à partir du nombre d'admis à cet examen sera cruciale. Le graphique ci-contre résume la variation de cette proportion.

Graphique n°4 : Evolution du pourcentage d'admis au Baccalauréat par série, 2007-2011

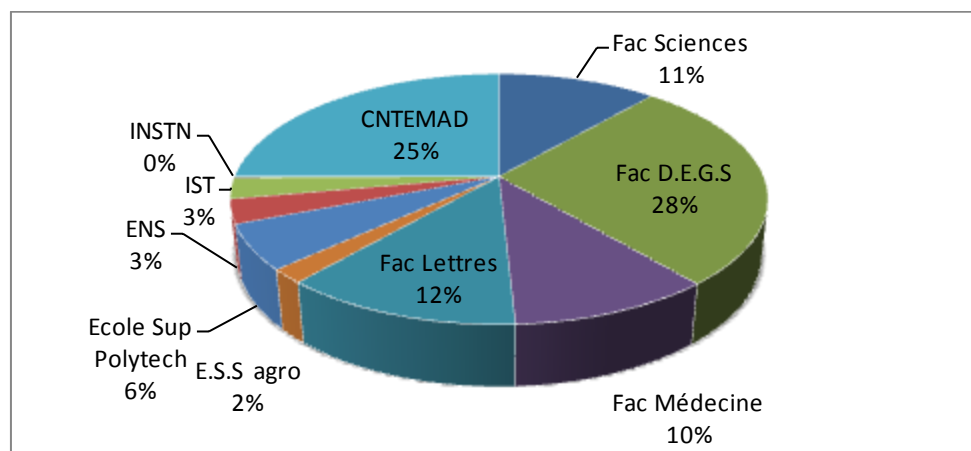


Source : Auteur, 2013

Bien qu'instable, le taux de réussite au Baccalauréat série agricole est le plus élevé. Viennent ensuite celui de la série tertiaire, celui de la série Industriel et celui de la série Génie civil. Au contraire, les élèves des séries scientifiques sont les moins performants. Bref, l'enseignement technique prend le dessus de l'enseignement général en ce qui concerne les résultats de l'éducation. Or, les formations supérieures correspondantes ne représentent qu'une infime part des filières existantes. Leur capacité d'accueil est faible par rapport à celle des autres filières. Le graphique suivant nous donne une idée de ce problème d'adéquation entre série au Baccalauréat et filière suivie à l'université.

Faute de données, l'on se contentera d'une ventilation par filière de la seule Université d'Antananarivo pendant l'année scolaire 2009-2010.

Graphique n° 5 : Répartition des étudiants de l'Université d'Antananarivo par filière, 2009-2010



Source : Auteur, 2013

Les filières Droit, Economie, Gestion et Sociologie attirent les 28% des étudiants universitaires, ces dernières qui peuvent d'ailleurs accueillir le plus d'étudiants. La faculté de Lettres et de Sciences Humaines, la faculté des Sciences et la Faculté de Médecine reçoivent chacune dans les 10% d'étudiants. Les filières de l'ESS agronomie et de l'Ecole Supérieure Polytechnique rameutent quant à elles un minime pourcentage d'étudiants. L'on remarque aussi le faible intérêt des étudiants pour la carrière d'enseignant vu la proportion de ceux qui se préparent à ce métier : seulement 3% sont inscrits à l'ENS.

Nous relevons ainsi certaines inadéquations. Les séries agricole et industriel présentent les taux de réussite les plus élevés alors que les filières réservées à leur spécialité à l'instar de l'Agronomie et de l'ESPA détiennent la plus faible capacité d'accueil. Les centres de formation en métier d'agriculteur et d'éleveur, et d'une manière générale du monde rural, se comptent sur les doigts de la main, et cela d'autant que la majorité de la population est constituée d'agriculteurs, une situation qui n'est pas prête de changer du jour au lendemain.

Par ailleurs, le dispositif actuel, qui remonte pratiquement à la Seconde République, se trouve incapable d'accueillir les nouveaux bacheliers qui sont en nombre croissant chaque année. Quant aux infrastructures, elles n'ont connu aucune extension significative depuis la création des Centre Universitaires Régionaux (CUR) en 1977, la construction des campus de province s'étant achevée en 1980. Depuis lors, les augmentations notables de la capacité d'accueil sont rares, faute de budget d'investissement octroyé par l'État. Aussi, assiste-t-on à une « surproduction » de bacheliers à l'égard des places universitaires disponibles. Le corollaire est le développement de la formation à distance (25% des étudiants) ainsi que la prolifération des instituts supérieurs privés. Durant les dernières années, au moins une centaine d'instituts privés ont été créés⁷¹. Cependant, bon nombre d'entre eux ne réunissent ni les conditions administratives ni les conditions pédagogiques, faisant de la qualité de l'enseignement dont ils dispensent une médiocrité. La concurrence entre ces derniers en matière publicitaire n'a contribué qu'à leur mauvaise image voire à celle de l'enseignement supérieur en général.

2-2-2) La continuité formation-emploi

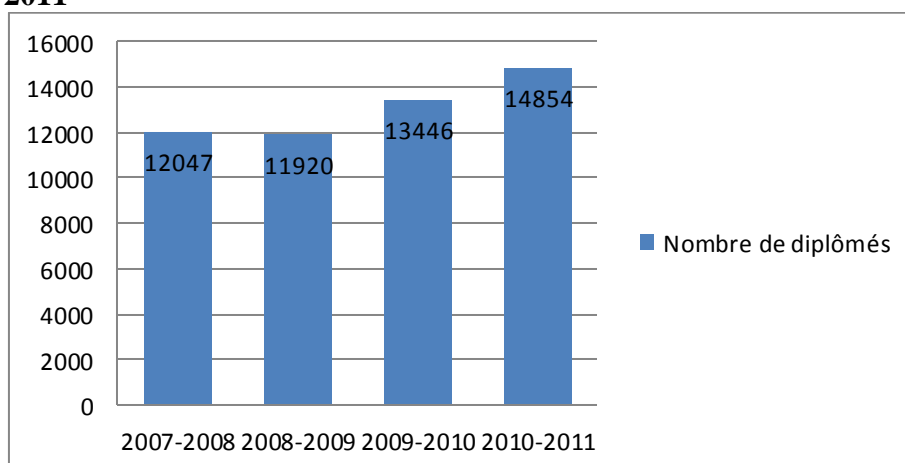
Les théories microéconomiques de l'éducation ont souligné la relation entre éducation, salaire et emploi. Plus un individu espère tirer de bonnes retombées financières des études supérieures, plus il est incité à les poursuivre. Il aspire ainsi à un emploi mieux rémunéré. Or, à Madagascar, cette continuité n'est pas très visible. En effet, les diplômés du supérieur se

⁷¹ 127 plus précisément selon le site web du MESupRes, 2013

trouvent en surnombre par rapport à l'offre d'emplois qualifiés existants. Aussi, se trouvent-ils obligés d'exercer un métier qui ne correspond pas du tout à leur profil ni à leurs attentes. Ceux qui ne sont pas prêts à accepter les emplois qui s'offrent à eux se livrent dans un chômage durable voire presque sans fin. En outre, ce chômage endémique des jeunes malgaches provient également d'une inadéquation de la formation aux besoins du marché du travail. Actuellement, le secteur minier est en plein essor. Pourtant, rares sont les centres de formation dans ce domaine, surtout les formations de bases, ce qui oblige les sociétés minières à faire appel à des compétences étrangères. Tout le monde se rue vers les formations en gestion et management alors que cette filière est déjà saturée et que finalement, il n'y a plus rien à manager.

Comme le graphique suivant nous montre, l'effectif de diplômés du supérieur est en perpétuelle augmentation. Nonobstant, la création d'emplois qualifiés n'arrive pas à suivre ce rythme.

Graphique n°6 : Evolution du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur, 2007-2011



Source : Auteur, 2013

Notons toutefois que mise à part les diplômés des universités publiques, ces nombres incluent également ceux des Instituts Nationaux des Sciences et Techniques Nucléaires (INSTN), des Instituts Supérieurs de Technologie et du Centre National de Télé-enseignement de Madagascar (CNTEMAD).

Pourtant, le nombre de création d'emplois qualifiés se situe entre 2000 et 3000 par an⁷².

Par la suite, nous ne pouvons que déduire la faible absorption du marché du travail malgache, présage de l'inefficacité externe de notre enseignement supérieure.

⁷² Environ 20 000 nouvelles affiliations à la CNAPS sont enregistrées par année mais seuls 10 à 12% d'entre elles sont relatives à des emplois qualifiés qui correspondraient aux diplômés du supérieur, selon le site de la CNAPS (www.cnaps.mg)

Chapitre II : ETUDE ECONOMETRIQUE DE L'IMPACT DE L'EDUCATION SUR LA CROISSANCE ET SUGGESTIONS

La littérature théorique nous a renseignés amplement sur l'effet positif de l'éducation sur la croissance et in fine sur le développement. Cependant, la théorie est une chose, la réalité en est une autre. Ce dernier chapitre aura donc pour but de tester la véracité des théories précitées appliquées au cas de Madagascar.

Section 1 : La relation éducation-croissance dans une perspective économétrique

Cette section aura pour objet de dégager et d'interpréter les relations existantes entre la croissance économique mesurée par le PIB nominal et les variables de l'éducation.

1-1) Méthodologie utilisée et spécification du modèle

En ayant pour objectif d'infirmer ou de confirmer les théories de la croissance endogène selon lesquelles le niveau d'étude effectué par la population d'un pays serait déterminant dans l'explication de son niveau de croissance, nous retenons comme variables explicatives : le budget alloué au secteur de l'Education, l'effectif scolarisé du primaire et le nombre de diplômés du supérieur. Même si le niveau secondaire contribue d'une certaine manière à l'explication du PIB nominal, l'effectif scolarisé correspondant n'a pas été pris en compte étant donné que l'on veut axer surtout notre analyse sur l'apport des niveaux primaire et supérieur.

Remarquons également la difficulté d'accession aux données et qui nous a amené à ne considérer qu'onze (11) observations s'étalant de 2000 à 2010, seule période où ces dernières sont disponibles ensemble. Les statistiques concernant le PIB sont issues d'une base téléchargeable sur le site de la Banque Mondiale tandis que celles faisant référence à l'éducation proviennent des Ministères de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur. Quant à celles sur le budget de l'éducation, elles ont été retirées des Lois de Finances successives.

En ce qui concerne la méthodologie adoptée, ces données seront traitées avec le logiciel Gretl, un logiciel d'économétrie dont la portée n'est plus à discuter.

Finalement, le modèle choisi s'énonce comme suit :

$$\ln PIB = \beta_0 + \beta_1 \ln Budg Educ + \beta_2 \ln Eff scol prim + \beta_3 \ln Nb dipl Sup$$

Où *Budg Educ* représente le budget alloué au secteur de l'Education

Eff scol prim est l'effectif scolarisé du primaire

Nb dipl Sup représente le nombre de diplômés du supérieur

1-2) Présentation des résultats et interprétation

Après avoir présenté les résultats de cette étude économétrique, nous ne manquerons pas de donner quelques éléments d'interprétation.

1-2-1) Présentation des résultats

Faisant suite aux calculs effectués, les résultats suivants ont été obtenus.

$$\ln \text{PIB nom} = 11,93 + 0,27 \ln \text{budg} + 0,85 \ln \text{nb dipl} + 0,21 \ln \text{eff scol}$$

(5,27) (0,83) (2,44) (0,61)

Tout d'abord, avec un coefficient de détermination de 0,987754, ce modèle explique à 98,77% le PIB nominal. Toutefois, cela n'est pas suffisant pour dire d'un modèle qu'il est significatif. A la suite du test de significativité de R à l'aide du test de Fisher, il s'avère que le modèle l'est réellement. Nonobstant, les tests de significativité des paramètres qui sont incontournables ont montré que seule la variable *ln nb dipl* est significative (la probabilité critique des autres variables étant inférieure au seuil théorique 2,365). Par conséquent, on est contraint d'éliminer la variable *ln eff scol*, celle dont la probabilité critique est la plus élevée. Ensuite, on a procédé à un nouveau test à partir d'un nouveau modèle :

$$\ln \text{PIB nom} = \beta_0 + \beta_1 \ln \text{budg} + \beta_2 \ln \text{nb dipl}$$

Il ressort des calculs économétriques les résultats suivants :

$$\ln \text{Pib nom} = 11,79 + 0,43 \ln \text{budg} + 0,72 \ln \text{nb dipl}$$

(5,45) (2,60) (2,72)

A présent, le pouvoir explicatif du modèle retenu ainsi que la significativité des paramètres ne sont plus contestables. Ces variables retenues expliquent à 98,70 % le modèle considéré. Le logarithme du budget de l'éducation ainsi que le logarithme du nombre de diplômés influencent positivement le logarithme du PIB. Mais le coefficient du nombre de diplômés est plus élevé que celui du budget de l'éducation.

Une bonne interprétation s'en suivra.

1-2-2) Interprétation des résultats

Les variables du modèle ont été linéarisées de sorte qu'on puisse interpréter leurs coefficients comme des élasticités. En effet, nous nous sommes attendus à ce que le budget de l'éducation ainsi que le nombre de diplômés du supérieur aient une influence positive sur le PIB nominal, ce qui est bien le cas. Prenons-les une à une de façon à pouvoir les confronter aux théories correspondantes.

1-2-2-1) Le budget alloué à l'éducation

Le budget réservé au secteur de l'éducation joue positivement sur le PIB nominal de la grande île. En fait, une variation de 1% de sa valeur majore celle du PIB nominal de 43,55%. Cela est tout à fait légitime d'autant que du budget consacré au secteur éducatif dépend la réussite scolaire des élèves. Non seulement la quantité représentée par l'effectif scolarisé se trouve augmentée avec un budget plus conséquent mais la qualité de l'éducation s'améliore de même. Il va de soi que plus de budget rime avec plus d'enseignants recrutés, plus de matériels didactiques, plus d'infrastructures scolaires et par ricochet, plus de chance pour l'élève de réussir. Des enseignants en nombre suffisant sont indispensables pour pouvoir atteindre un taux d'encadrement dans les normes mais surtout des enseignants mieux formés sont le garant d'un enseignement de qualité pour les générations de ce pays. Les indicateurs d'efficacité à l'instar du taux de redoublement, du taux d'abandon, du taux d'achèvement ainsi que du ratio élèves/enseignant afficheront une nette augmentation aussi bien que les indicateurs de résultats.

Pourtant, « l'amélioration des ressources consacrées à l'éducation ne peut avoir d'impact réel que si elle accompagne les progrès de la scolarisation : (...) avoir des écoles et des classes là où la demande s'accroît et où elle n'est pas satisfaite, (...) lever les droits scolaires dans le primaire, (...) le ratio élève/enseignant proposé est en moyenne de 40⁷³ ».

Il importe toutefois de se demander à quel niveau d'enseignement allouer plus de budget. En effet, investir massivement dans tel sous-secteur de l'éducation reviendrait à le privilégier au détriment des autres. Et là apparaît le problème de la variable *ln eff scol* que l'on a retirée de l'analyse. En fait, il ne suffit pas de scolariser tous les enfants du pays. Encore faut-il s'assurer qu'ils atteignent la fin du cycle voire celle du cycle le plus élevé c'est-à-dire celle du niveau supérieur. On enchaîne ainsi avec la seconde variable explicative.

En transmettant au jeune enfant les bases indispensables pour son évolution et son épanouissement présent et futur, l'enseignement primaire s'avère d'une importance capitale dans son éducation. Toutefois, en ce qui concerne son impact sur la croissance, cela diffère pour chaque pays. C'est la raison pour laquelle nos conclusions vont à l'encontre de celles de Philippe Aghion et d'Elie Cohen⁷⁴.

⁷³ HENAFF N. (2003), « Quel financement pour l'école en Afrique ? », Cahiers d'études africaines, [en ligne], Institut de recherche pour le développement, Bondy
<http://etudesafricaines.revues.org/195>

⁷⁴ AGHION P., COHEN E. (2004), « Education et croissance », Conseil d'analyse économique

1-2-2-2) Le nombre de diplômés du supérieur

L'effectif des diplômés issus du supérieur est bel est bien significatif dans l'explication du PIB de notre pays. En effet, l'augmentation de 1% du nombre de ces diplômés rehausse le niveau du PIB de 71,72 %.

Les études empiriques relatives à ce thème notamment celles de Philippe Aghion et de Elie Cohen ont conclu qu'un pays devrait favoriser le niveau d'enseignement qui présente le taux de rendement le plus élevé. L'analyse de l'efficacité du système éducatif malgache a fait ressortir que c'est le niveau primaire qui présente le taux le plus élevé en matière de rendement. Ainsi, selon leurs analyses, nous devons déployer nos efforts à l'endroit du niveau primaire si l'on aspire à une augmentation du niveau du PIB. Or, nos propres analyses suggèrent, pour leur part, le privilège que l'on doit accorder au niveau supérieur vu les résultats des tests économétriques effectués.

« Un article récent souligne, à propos de l'Etat de New-York, qu'une réduction des dépenses publiques dans le supérieur, accompagnée d'une augmentation des frais de scolarisation, peut entraîner, en réduisant le nombre de diplômés, une baisse des recettes fiscales et de l'épargne à court terme (Fenton et al., 2001). Toutes proportions gardées, et même en tenant compte du chômage des diplômés, il est permis de penser que des effets similaires peuvent être observés dans les pays pauvres. En outre, l'enseignement professionnel et supérieur forme les enseignants. Il est donc nécessaire de préserver sa qualité (Banque mondiale & FMI, 2002)⁷⁵ ».

En conclusion, les études économétriques sur les effets macroéconomiques de l'éducation dans divers pays sont marquées par des contrastes. Par conséquent, les spécificités de chacun d'eux sont à prendre en compte.

Bien qu'elle soit longue et difficile, cette étude économétrique a été incontournable dans la mesure où de bonnes politiques éducatives s'en suivront. Ces dernières seront précieuses dans la marche de Madagascar vers un réel développement économique.

⁷⁵ HENAFF N. (2003), « Quel financement pour l'école en Afrique ? », Cahiers d'études africaines, [en ligne], Institut de recherche pour le développement, Bondy
<http://etudesafricaines.revues.org/195>

Section 2 : Suggestions

Tant vantée par les théoriciens et prouvée scientifiquement, la place qu'occupe l'éducation dans le développement de Madagascar est non négligeable. Les failles constatées dans le secteur de l'éducation figurent ainsi parmi les causes de son état actuel qu'est ce grand retard de développement. Plusieurs réformes ont été opérées dans le secteur éducatif, plusieurs programmes ont été suivis. Mais tous se sont soldés par un échec. Cette section aura donc pour objet d'émettre quelques recommandations sur la situation éducative de la grande île. Pour ce faire, des recommandations communes à tous les niveaux d'enseignement seront données avant de présenter celles spécifiques à chacun d'eux.

2-1) Pour le système éducatif en général

L'Education est un domaine sensible dans lequel évoluent beaucoup de structures extérieures impliquées dans les relations bilatérales et multilatérales. Le lourd budget requis pour la scolarisation d'enfants dont le nombre ne cesse d'augmenter oblige souvent les autorités à faire appel à la coopération internationale. Or, ces financements sont rarement dépourvus d'experts externes qui sont parfois mieux écoutés que les nationaux. Bien que théoriquement très doués, leurs connaissances des contraintes locales sont très limitées. Ainsi, leur tendance à transposer ici et là des solutions qui ont fait leur preuve ailleurs ne marche pas. Nous recommandons à ce propos d'élaborer une politique éducative fondée sur des aspirations nationales. Une approche participative est toujours bénéfique car elle permet de recenser toutes les attentes de la population et de concevoir des méthodes d'apprentissage en conformité aux vécus pratiques des enfants malgaches.

En outre, pour une éducation gage de développement, la qualité est une dimension à ne pas sous-estimer. Pour ce faire, la formation des formateurs devrait être surveillée de près. Le nombre d'enseignants FRAM qui a quasiment doublé, passant de 36 000 en 2007/2008 à 52 000⁷⁶ en 2010/2011 ne présage rien de bon. Une stratégie de formation continue des enseignants serait ainsi la bienvenue.

Par ailleurs, le concept de bonne gouvernance pourrait aussi s'appliquer sur le domaine de l'éducation. En effet, le système éducatif malgache aurait besoin d'une bonne gestion des ressources humaines et financières, de l'introduction de la culture de résultats et d'une meilleure gestion des réformes.

Les ressources humaines mériteraient une meilleure gestion afin d'éviter les gaspillages. Ainsi, des efforts devraient porter sur la diminution du déséquilibre dans la répartition des

⁷⁶ selon le rapport de la revue conjointe alternative du MEN et ses partenaires techniques et financiers

enseignants ainsi que sur l'assainissement du grand nombre d'enseignants affectés à des postes administratifs pour des raisons d'indisponibilité. Par ailleurs, dans un souci de bonne gestion financière, les mécanismes de suivi a posteriori seraient à multiplier. On ne devrait pas se contenter des réalisations financières, encore faut-il faire son rapprochement avec l'exécution physique. La mise en place d'un système allant dans ce sens serait alors importante mais également urgente.

Néanmoins, l'amélioration de la gestion serait vaine sans une réelle prise de responsabilité du personnel de l'administration publique à différents niveaux, à l'égard de l'attente de résultats. Les écoles et les universités ne sont pas les seules soumises à des obligations de résultats, les collectivités décentralisées dans le domaine de l'éducation à l'instar des Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN) et des Circonscriptions Scolaires (CISCO), gérant des ressources budgétaires conséquentes, devraient aussi être assujetties à des obligations de résultats. Cela permettra d'assurer une efficacité dans l'utilisation de leurs ressources.

Enfin, cette bonne gouvernance impliquerait une bonne gestion des réformes. Ces dernières ne sauraient porter leurs fruits que si toutes les parties prenantes en aient été toutes imprégnées. Il faut qu'elles s'approprient de ces réformes à travers un processus de consultations et de débats. Une plus grande communication entre parties prenantes est toujours fondamentale.

2-2) Pour chaque niveau d'enseignement

2-2-1) Le primaire

Le système éducatif malgache est encore en quête de la voie à suivre en ce qui concerne la langue d'enseignement à adopter. Enseignants et élèves jonglent difficilement entre les langues française et malgache, faute de politique linguistique durable et stable. Les régimes qui se sont succédé l'ont changé à leur guise. Afin de contourner cette situation, la nécessité d'une Conférence Nationale de l'Education impliquant toutes les parties prenantes dans ce domaine serait novatrice, une conférence qui abordera tous les sujets y afférents mais surtout ceux qui ont fait l'objet de vives controverses durant les régimes successifs. Aucun responsable ni régime politique ne sera habilité à modifier les décisions et politiques adoptées à la suite de celle-ci sans avoir fait appel à une nouvelle conférence.

Pour le cycle fondamental, les actions du côté de la demande sont tout aussi cruciales que celles du côté de l'offre. D'une part, l'allègement de la contrainte budgétaire des ménages par la suppression des frais de scolarité, la distribution de kits scolaires et l'installation de

cantines scolaires a déjà fait ses preuves dans l'augmentation du taux brut de scolarisation. Il mériterait alors une continuation. D'autre part, les programmes de formation sont à reconsidérer pour qu'ils soient en conformité aux réels besoins des Malgaches.

2-2-2) Le secondaire

Dans le cadre d'une réforme portant sur l'enseignement secondaire, l'intégration des qualifications professionnelles dans les programmes et les processus d'enseignement et d'apprentissage, la revalorisation de l'enseignement scientifique et la diversification des catégories d'établissement seraient à envisager. Cela aura pour objectifs de contourner les problèmes d'orientation des élèves vers l'enseignement supérieur et vers la vie active. En effet, un certain nombre d'élèves quittent le système scolaire à ce niveau d'où l'utilité de distinguer finalité professionnelle et/ou académique. Il faut que le peu de connaissances qu'ils aient acquises durant leur scolarité leur servent à juste titre dans leur vie future. Nous proposons ainsi la création de trois (3) catégories d'établissements secondaires. La première consistera à préparer uniquement les élèves à l'enseignement supérieur de très haute qualité. Elle sera très sélective et se basera sur le mérite. La deuxième catégorie rendra les élèves aptes à des carrières professionnelles en relation avec les secteurs-clés du développement économique, ces derniers seront aussi à définir. Ils suivront alors un cursus académique de base ainsi qu'un cursus professionnel dont l'enseignement sera assuré par des professionnels. Formation et stage pratique y seront combinés. La troisième catégorie associerait les deux premières mais sera surtout réservée au milieu rural afin d'assurer une égalité des chances. Les élèves de ce milieu auront ainsi le choix entre cursus académique pour les préparer à l'enseignement supérieur, et cursus professionnel pour les assigner à l'emploi local. Tout en ne perdant pas de vue la qualité de l'enseignement dispensé, les nouveaux établissements secondaires veilleront à l'adaptation de la formation aux besoins du marché, ce qui permettrait de motiver les familles à envoyer leurs enfants à l'école.

2-2-3) Le supérieur

Le succès économique de Madagascar s'appuie sur l'existence de capacités nécessaires pour produire, développer, utiliser, présenter et diffuser des connaissances. L'enjeu est donc désormais de former des entrepreneurs du savoir afin de les rendre capables d'identifier les sources de connaissances appropriées, et de mobiliser les connaissances acquises en faveur du développement.

Cela débute par une aptitude à reconnaître le type de connaissances requises pour ce développement. En effet, les filières des Universités Malgaches s'inspiraient fortement des filières françaises censées préparer des jeunes à évoluer dans un monde « moderne » complètement différent, ce qui expliquerait l'inadaptation des formations et un certain sous-emploi chronique des étudiants sortants des Universités. En conséquence, une priorité devrait être accordée à une analyse approfondie des offres de formations pour qu'elles soient adaptées aux demandes sur le marché de l'emploi. Quelques filières de l'enseignement supérieur pourraient être identifiées comme prioritaires, compte tenu de leur importance pour le développement économique. Ainsi, pour une meilleure insertion professionnelle des sortants du supérieur, seules celles garantissant de nombreux débouchés devront être retenues. A l'heure actuelle où les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ne cessent de prendre de l'ampleur, il paraît nécessaire que les universités publiques multiplient les filières allant dans ce sens. La mise en place de filières de formation misant sur une ouverture sur les opportunités locales sera également de mise. Par ailleurs, les activités n'existent pas toujours, elles sont à créer et pas forcément sur des modèles existants. La formation mise en place doit alors favoriser la créativité.

2-2-4) La formation technique

La formation technique est également à aligner aux besoins du marché du travail. Comme l'enseignement supérieur, certaines filières prioritaires pourraient être identifiées pour être appuyées dans le court terme. La demande étant la raison de la production, le système de formation devrait s'appuyer sur les besoins exprimés par les employeurs. Un mécanisme de financement conjoint est également envisageable pour permettre aux étudiants de terminer leurs études en contrepartie d'un emploi assuré.

La série de suggestions donnée ci-dessus n'est pas exhaustive. Cependant, elle sera utile dans la transformation que mériterait l'actuel système éducatif de la grande île pour qu'il se transforme en un véritable moteur de croissance économique et in fine de développement économique.

Arrivé au terme de cette seconde partie, nous pouvons affirmer que le cas de Madagascar corrobore les théories qui stipulent le lien positif étroit entre éducation et croissance économique. Les calculs effectués ont révélé la place prépondérante que l'on doit accorder au budget alloué au secteur éducatif. La croissance économique sera boostée avec plus de dépenses engagées dans ce domaine.

Une divergence apparaît toutefois entre nos conclusions et celles issues des études menées par certains auteurs. Le taux de scolarisation primaire n'est pas significatif dans l'explication de notre niveau de Produit Intérieur Brut. Il faudrait plutôt privilégier l'enseignement supérieur qui détermine plus la croissance économique malgache. En parallèle avec cela, la promotion de la recherche universitaire est sollicitée.

La balle est ainsi dans le camp des dirigeants. Face à la situation alarmante de notre pays, la promotion du secteur de l'éducation n'est pas un luxe mais une réelle nécessité.

CONCLUSION

En somme, l'éducation est incontournable si l'on aspire à un réel développement économique. Elle mérite une place au cœur de toute stratégie de développement. Non seulement, le PIB se trouve amélioré par un haut niveau d'instruction de la population mais l'enseignement concerne également de nombreuses dimensions de la vie humaine : productivité c'est-à-dire revenu, emploi, fécondité sans parler de ses rôles sociologiques. Aussi, est-il raisonnablement difficile de parler de développement à Madagascar si l'éducation, qui en est l'un des principaux moteurs, ne fait pas partie des priorités des politiques y afférentes.

Cependant, des questions restent préoccupantes sur la possibilité de cette relation. Ainsi, au terme de cette étude, nous l'affirmons : l'éducation constitue un moteur de développement économique de la grande île dans la mesure où elle se focalise surtout sur l'enseignement supérieur. Cela ne signifie tout de même pas délaisser les autres niveaux d'instruction. Le rôle de l'éducation primaire que ce soit sur les enfants ou sur les adultes n'est pas à discuter. Mais c'est pour dire que le nombre de diplômés du supérieur agit amplement sur notre PIB étant donné les études économétriques réalisées dans ce présent devoir. Par conséquent, d'énormes efforts nous attendent dans ce niveau que ce soit en termes de budget, de réformes administratives, de réformes pédagogiques voire en termes de mentalité.

Soulignons également le rôle précieux qui incombe aux enseignants dans l'éducation des générations malgaches successives. Un métier de sacerdoce comme celui-ci mériterait un meilleur traitement. Leur motivation est à solliciter. Il ne faut pas toutefois perdre de vue la dimension qualité de l'enseignement. Pour cela, une « formation de qualité » accordée aux instructeurs est indispensable et urgente. Outre cela, l'orientation professionnelle des étudiants est à renforcer.

Au final, un autre souci jaillit : l'effectif de diplômés du supérieur n'agit en rien sur la croissance de notre pays si ces derniers œuvrent pour le compte d'un autre. Quid des fuites de cerveaux ?

ANNEXES

ANNEXE N°1 : Dépenses d'éducation dans le monde dans les années 1990

	Milliard de dollar en US			% du PNB		
	1990	1995	1997	1990	1995	1997
Régions moins développées	138,5	204,3	242,9	3,8	3,8	3,9
Dont :						
Afrique Subsaharienne	15,2	19,0	22,7	4,6	5,1	5,1
Etats Arabes	24,5	28,1	34,3	4,9	5,0	5,4
Amérique Latine/ Caraïbes	44,5	76,5	92,6	4,0	4,5	4,6
Asie de l'Est/Océanie	31,8	58,6	67,3	3,0	2,9	2,9
Asie du Sud	18,6	17,7	21,1	3,7	3,2	3,3

Source : Unesco, 2000 ; Banque mondiale, 1997

ANNEXE N°2 : Effectifs des étudiants au sein des universités publiques et des instituts privés, 2009-2010

UNIVERSITES	ETABLISSEMENTS/INSTITUTS	ETUDIANTS
ANTANANARIVO	Faculté des Sciences	3630
	Faculté de D.E.G.S	8773
	Faculté de Médecine	3304
	Faculté de Lettres et Sciences Humaines	3896
	E.S.S agronomiques	582
	Ecole Supérieure Polytechnique	1851
	Ecole Normale Supérieure	994
	I.S.T	872
	I.N.S.T.N	44
	C.N.Te.MAD	7987
ANTSIRANANA	Faculté des Sciences	836
	Faculté des Lettres et Sciences Humaines	328
	E.N.S.E.T	263
	Ecole Supérieure Polytechnique	413
	I.S.A.E	86
	Unité de formation en Gestion	137
	I.S.T	238
FIANARANTSOA	Faculté des Sciences	772
	Faculté de Droit et des Sciences Sociales	4167
	Faculté des Lettres	188
	Département MEDECINE	95
	Ecole Nationale d'Informatique	264
	Ecole Normale Supérieure	195
	I.S.T.E	157
	C.U.F.P	219
	I.S.T.R.A.M	151
MAHAJANGA	Faculté des Sciences	813
	Faculté de Médecine	813
	I.O.S.T.M	187
	I.U.G.M	189
	U.F.P	222
TOAMASINA	Faculté d'Economie et de Gestion	8325
	Faculté des Lettres et Sciences Humaines	1841
	Département MEDECINE	113
	Technopôle	183
	C.A.G / I.S.P.G	17

	Faculté de Droit et de Gestion	1505
TOLIARA	Faculté des Sciences	629
	Faculté des Lettres et Sciences Humaines	1755
	Département MEDECINE	56
	Ecole Normale Supérieure	106
	IHSM	186
ENSEMBLE PUBLIC		57382
INSTITUTIONS PRIVEES	Homologuées	6313
	Autorisées	8901
ENSEMBLE PRIVE		15214

Source : MESupReS, Service de la statistique, Août 2011

**ANNEXE N°3 : Dépenses publiques totales dans le secteur de l'éducation (en % du PIB)
dans une perspective comparative, 2011**

Afrique du Sud	5,98
Burundi	6,07
Centrafrique	1,25
Colombie	4,51
Cuba	12,86
Gambie	3,18
Guinée	3,04
Inde	3,33
Jamaïque	6,14
Kenya	6,67
Liban	1,56
Madagascar	2,7
Malawi	5,72
Mali	4,83
Maurice	3,66
Moldavie	8,58
Namibie	8,30
Niger	4,48
Nouvelle-Zélande	7,24
Rwanda	4,77
Singapour	3,20
Swaziland	7,43
Tanzanie	6,18
Togo	4,64
Zimbabwe	2,49
Source : http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/sowlet/BilanEssai?	

ANNEXE N°4 : Répartition régionale des infrastructures et enseignants dans les EPP

ECOLES PRIMAIRES PUBLIQUES, 2009-2010									
Régions	Salles de classe			Etablissements fonctionnels	Enseignants				
	Définitives	Provisaires	Total		Fonctionnaires	FRAM subventionnés	FRAM non subventionnés	Autres	Enseignants En classe
Alaotra Mangoro	3623	561	4184	1055	1916	1869	761	10	4556
Amoron'i Mania	2780	258	4038	966	2015	1373	573	10	3971
Analamanga	6130	279	6409	1446	3192	2790	850	24	6856
Analanjirifo	3462	1559	5021	1209	1806	2719	692		5217
Androy	1786	314	2100	820	466	829	197	3	1495
Anosy	1254	265	1519	663	738	726	152	2	1618
Atsimo Andrefana	2074	555	2629	932	1427	1160	404	118	3009
Atsimo Atsinanana	2785	506	3291	1041	1003	1730	259		2292
Atsinanana	3756	1295	5051	1507	1995	2578	577		5150
Betsiboka	918	104	1022	448	330	518	322		1170
Boeny	1580	95	1675	582	775	896	431	2	2104
Bongolava	1238	165	1403	495	368	840	154		1362
Diana	1815	300	2115	660	873	845	195	30	1943
Haute Matsiatra	3757	481	4238	1029	1777	1901	1012		4690
Ihorombe	862	132	994	456	392	417	241		1050
Itasy	2056	178	2234	541	818	1289	436		2543
Melaky	302	133	435	308	228	206	104		538
Menabe	949	203	1152	560	662	794	412		1868
Sava	2875	1064	3939	1130	1376	1967	382	15	3740
Sofia	4823	634	5457	2373	1850	3310	1083	7	6250
Vakinankaratra	4178	647	4825	1168	1926	2451	766	9	5152
Vatovavy Fitovinany	5140	676	5816	2008	2286	3116	951	9	6362
Ensemble	59143	10404	69547	21397	28219	34324	10954	139	73636

Source : Rapport annuel du MEN, 2010

ANNEXE N°5 : Répartition régionale des infrastructures et enseignants dans les CEG

COLLEGES PUBLICS, 2009-2010									
Régions	Salles de classe			Etablissements fonctionnels	Enseignants				Total
	Définitives	Provisaires	Total		Fonctionnaires	FRAM	Vacataires	Autres	
Alaotra Mangoro	512	82	594	83	529	359	18	10	946
Amoron'i Mania	477	172	649	80	552	252	2	5	811
Analamanga	1311	196	1507	177	2341	1083	24	30	3478
Analanjirifo	399	232	631	76	688	439	22	3	1152
Androy	79	15	94	24	117	22	6		145
Anosy	111	23	134	27	162	11	12	1	186
Atsimo Andrefana	280	66	346	67	586	131			717
Atsimo Atsinanana	236	76	312	56	209	141	17	1	368
Atsinanana	374	147	521	92	634	354			988
Betsiboka	89	41	130	23	111	65		8	184
Boeny	185	33	218	34	357	78		2	437
Bongolava	167	59	226	36	107	173	1		281
Diana	200	99	299	52	300	78	7	9	394
Haute Matsiatra	646	123	769	94	743	551	20		1341
Ihorombe	76	15	91	18	102	63			165
Itasy	303	77	380	53	508	225			733
Melaky	44	6	50	11	90	7			97
Menabe	134	35	169	25	229	11	2	1	243
Sava	328	115	443	58	446	201	17	2	666
Sofia	434	71	505	93	527	274	10	6	817
Vakinankaratra	657	59	716	99	992	357	6	35	1390
Vatovavy Fitovinany	434	149	583	97	437	327	11	30	805
Ensemble	7476	1891	9367	1375	10797	5202	175	143	16317

Source : Rapport annuel du MEN, 2010

ANNEXE N°6 : Répartition régionale des infrastructures et enseignants dans les lycées publics

LYCEES PUBLICS, 2009-2010									
Régions	Salles de classe			Etablissements fonctionnels	Enseignants				
	Définitives	Provisaires	Total		Fonctionnaires	FRAM	Vacataires	Autres	Total
Alaotra Mangoro	71	31	102	83	209	50			259
Amoron'i Mania	69	37	106	80	118	19	9	5	151
Analamanga	365	36	401	177	861	237	1	1	1100
Analanjirifo	57	12	69	76	105	45			150
Androy	28	7	24	24	34	3	1	1	39
Anosy	32	6	38	27	51	5			56
Atsimo Andrefana	74	15	89	67	170	6			176
Atsimo Atsinanana	28	9	37	56	57	1	1	1	60
Atsinanana	105	2	107	92	170	62			232
Betsiboka	13	5	18	23	29	1			30
Boeny	48	4	52	34	127	18		2	147
Bongolava	46	13	59	36	52	9	2		63
Diana	66	11	77	52	112	9	15	1	137
Haute Matsiatra	123	35	158	94	207	57	1		265
Ihorombe	15	2	17	18	21	4	1		26
Itasy	44	12	56	53	94	22			116
Melaky	10	2	12	11	26	1			27
Menabe	51		51	25	80		2		82
Sava	62	7	69	58	100	27		1	128
Sofia	79	16	95	93	139	17	4	2	162
Vakinankaratra	93	59	152	99	165	10		19	194
Vatovavy Fitovinany	68	19	87	97	106	6	4	1	117
Ensemble	1547	340	1876	1375	3033	609	41	34	3717

Source : Rapport annuel du MEN, 2010

ANNEXE N° 7 : Résultats du modèle

$$\ln PIB = \beta_0 + \beta_1 \ln Budg Educ + \beta_2 \ln Eff scol prim + \beta_3 \ln Nb dipl Sup$$

STATISTIQUES DE LA REGRESSION	
Coefficient de détermination R ²	0,987754
Coefficient de détermination R ² ajusté	0,982506
Erreur-type	0,060666
Observations	11

ANOVA					
	Degré de liberté	Somme des carrés	Moyenne des carrés	F	Valeur critique de F
Régression	3	2,07798	0,692659	188,203	4,71e-07
Résidus	7	0,0257627	0,00368038		
Total	10	2,13074			

	Coefficients	Erreur-type	Statistique t	Probabilité	Limite inf pour 1- α = 0,95	Limite sup pour 1- α = 0,95
Constante	11,9275	2,26198	5,273	0,0012	6,57872	17,2762
ln budg	0,268533	0,322865	0,8317	0,4330	-0,494921	1,03199
ln nb dipl	0,847214	0,346606	2,444	0,0445	0,0276220	1,66681
ln eff scol	0,206583	0,336059	0,6147	0,5582	-0,588070	1,00124

Source : Auteur, 2013

ANNEXE N° 8 : Résultats du modèle $\ln PIB_{nom} = \beta_0 + \beta_1 \ln budg + \beta_2 \ln nb dipl$

STATISTIQUES DE LA REGRESSION	
Coefficient de détermination R ²	0,987093
Coefficient de détermination R ² ajusté	0,983866
Erreur-type	0,058260
Observations	11

ANOVA						
	Degré de liberté	Somme des carrés	Moyenne des carrés	F	Valeur critique de F	
Régression	2	2,07659	1,03829	305,904	2,78e-008	
Résidus	8	0,0271534	0,00339418			
Total	10	2,13074	0,210374			

	Coefficients	Erreur-type	Statistique t	Probabilité	Limite inf pour 1- α = 0,95	Limite sup pour 1- α = 0,95
Constante	11,7868	2,16112	5,454	0,0006	6,80329	16,7704
ln budg	0,435560	0,167482	2,601	0,0316	0,0493457	0,821774
ln nb dipl	0,717194	0,263696	2,720	0,0263	0,109111	1,32528

Source : Auteur, 2013

ANNEXE N° 9 : Evolution du salaire des enseignants malgaches dans une perspective comparée

	Rémunération moyenne des enseignants		Taux de croissance moyen annuel des rémunérations – nominal (%)	Taux de croissance moyen annuel des rémunérations – réel* (%)
	USD/jour APR	% du PNB/ tête APR	1990-APR	1990-APR
Afrique du Sud	nd	nd	nd	nd
Bénin	nd	nd	nd	nd
Botswana	19	2.0	3.2	-6.1
Burkina Faso	6	9.1	-1.5	-6.6
Burundi	3	7.0	-8.3	-17.6
Cameroun	nd	nd	nd	nd
Comores	9	2.6	nd	nd
Congo Rep	51	9.1	nd	nd
Cote d'Ivoire	33	7,7	nd	nd
Ethiopie	3	10.8	-9.5	-17.2
Gambie	2	2.6	-4.8	-8.6
Ghana	2	1.8	3.3	-18.4
Guinée	5	3.1	7.9	0.0
Lesotho	12	6.2	9.1	-1.3
Madagascar	1	1.4	-9.8	-24.2
Malawi	3	5.1	0.4	-21.5
Mali	14	9.4	nd	nd
Maurice	16	1.6	6.3	0.3
Mauritanie	7	5.6	-8.4	-13.3
Mozambique	4	10.2	-3.8	-30.8
Namibie	nd	nd	nd	nd
Niger	5	8.4	-8.1	nd
RCA	8	9.5	-5.3	-12.9
Sénégal	33	6.7	nd	nd
Seychelles	30	1.6	5.1	3.3
Swaziland	10	2.6	2.4	-6.0
Tchad	4	6.5	-1.7	n.d
Togo	4	4.9	-4.9	-11.6
Zambie	nd	nd	nd	nd
Zimbabwe	16	8.4	-2.4	-20.2

Notes : * Prix constants de 1995. On a utilisé comme déflateur l'indice des prix à la consommation

APR : Année la plus récente

nd : données non disponibles

Source : Banque mondiale, 2001

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- AGHION P., COHEN E. (Janvier 2004), « Education et croissance », Conseil d'analyse économique
- BARROW et MANKIW R (1995) : « La contribution des facteurs humains dans la croissance », Columbia University Press, New York
- BECKER G. (1964), « Human capital, a theoretical and empirical analysis with special reference to education », New York NBR et Columbia University Press
- BEITONE A. et al. (2004) : « Dictionnaire des sciences économiques », Armand Colin
- BLAUG M. (1994), « La méthodologie économique », Economica (2^e édition)
- CHARLES J. I. (2000) : « Théorie de la croissance endogène, De Boeck Université
- CLIGNET R. et ERNST E. (1995) : « L'école à Madagascar », Edition Karthala
- DEMEULEMEESTER J.L. et ROCHAT D. (2000): « La place de l'éducation dans le développement économique » Wallon, in M. Beine et F. Docquier, Croissance et convergence économiques des régions, Bruxelles. De Boeck,
- Dictionnaire Hachette, Edition 2004, Edicef
- DJISTERA A. (2007) : « Le rôle du capital humain dans la croissance : le cas des économies émergentes d'Asie »
- DURKHEIM E. (1922), « Education et sociologie », Edition Les Presses universitaires de France, 1968
- GRAVOT P. (1993), « L'économie de l'éducation », Economica Paris : Le développement à l'œuvre
- GUELLE D., PIERRE P. (1969), « Les nouvelles théories de la croissance », Editions du Seuil, Paris
- GUELLEC D., RALLE P. (1995), « Les nouvelles théories de la croissance », Collection Repères, Edition La Découverte
- HARBISON F. (1963), « Ressources humaines et développement », Menlo park, California
- HENAFF N. (2003), « Quel financement pour l'école en Afrique ? », Cahiers d'études africaines
- HENIN P. Y., RALLE P. (1994), « Les nouvelles théories de la croissance : quelques apports pour la politique économique », Revue économique, Vol.44, n° hors-série
- JAROUSSE J. P. (1991) : « L'économie de l'éducation du capital humain à l'évaluation des processus et système éducatifs », Edition L'Harmattan
- JOLLY R. (1996), « Le développement à visage humain », Clarendon Press, Oxford
- LEMELIN C. (1998), « L'économiste et l'éducation », Edition Presse de l'Université de Québec
- LUCAS R. (1988), « On the mechanisms of economic growth, Journal of monetary economics », Vol 22, n° 1
- LUCAS R. (1990), « Why doesn't capital flow from rich to poor countries ? », American Economic Review, Papers and proceedings

- MANKIWI N. G, ROMER D. et WEIL D. N. (1992), « A contribution to the empirics of economic growth, quarterly », Journal of Economics, vol. 107, n° 2
- NELSON, PHELPS (1966), « Investments in humans, Technological diffusion and economic growth », review 61
- NURKSE R. (1968), « Les problèmes de formation du capital dans les pays sous-développés »
- PAGE A. (1971), « L'économie de l'éducation », Presse universitaire de France, Boulevard St-Germain, Paris
- PHILLIPS H. M. (1963), « L'enseignement considéré comme une des bases du développement économique », Conférence d'Etats Africains, Addis-Abeba. UNESCO
- PSACHAROPOULOS G. et WOODHALL M. (1998) : « L'éducation pour le développement : une analyse des choix d'investissement », Economica Paris
- ROMER P. M. (1986), « Increasing returns and long run growth, Journal of political economy », Vol. 94, n° 5
- SAMUELSON P. A., NORDHAUS W. D. (2000), « Economie », Economica
- SAUVY A. (1946), « La théorie générale de la population »
- SCHULTZ T. (1959), « Invest in man : an economist's view », The social service review XXIII
- SCHULTZ T. (1961), « Investment in human capital », American Economic Review vol 51, n°1
- SEN A. (2000), « Un nouveau modèle économique, Développement, justice, liberté », Paris, Odile Jacob
- SMITH A. (1776), « Recherche sur la nature des causes de la richesse des nations », Traduction française (1949), Edition Flammarion
- SPENCE M. A. (1974), « Market signaling, informational ; transfer in hiring and related screening process », Harvard U. Press.
- VAIZEY J. (1963), « Economie de l'éducation », Editions Ouvrières, Paris

Reuves :

- INSTAT (Mars 1999), « Statistique sur le système éducatif malgache »
- OCDE (1998), « L'investissement dans le capital humain »
- OCDE (2001), « Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social »
- OCDE (2008), « Regards sur l'éducation »
- RAMILSON E. N. (1998), « Investissement scolaire : opportunité et équité pour les groupes bénéficiaires quand les dépenses publiques d'éducation profitent aux moyens », Economie de Mada n°4
- UNESCO (1965), « Les aspects économiques et sociaux de l'éducation », Edition Place de Fontenoy, Paris
- UNESCO (2000), L'évaluation de l'éducation pour tous à l'an 2000 : Rapport des pays : Madagascar », Edition UNESCO

Lois et décrets

- Charte de la Révolution Socialiste (1973)
- Décret n° 2011-428 portant structure générale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et organisation de divers types de formation (2011)
- DSRP Madagascar (2003)
- Loi N° 2004-004 du 26 juillet 2004 portant orientation générale du système d'Education, d'Enseignement et de Formation à Madagascar
- Ministère de l'éducation nationale (2008), « Rapport d'état du système éducatif malgache »

WEBOGRAPHIE

- etudesafricaines.revues.org
- perspective.usherbrooke.ca/bilan/sowlet/BilanEssai?
- www.alternatives.fr
- www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar
- www.education.gov.mg
- www.instat.mg
- www.mefb.gov.mg
- www.mesupres.gov.mg
- www.metfp.gov.mg
- www.uis.unesco.org

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	1
AVANT-PROPOS	26
LISTE DES ACRONYMES ET DES ABREVIATIONS	3
TABLE DES ILLUSTRATIONS	5
SOMMAIRE	7
PARTIE I : NOTIONS ET CONCEPTS D'EDUCATION ET DE CAPITAL HUMAIN.....	9
SECTION 1 : NOTIONS SUR L'EDUCATION	11
1-1) DEFINITIONS DE L'EDUCATION	11
1-2) TYPES D' EDUCATION	12
1-2-1) L'EDUCATION FORMELLE.....	12
1-2-2) L'EDUCATION INFORMELLE	13
1-3) QUELQUES CARACTERISTIQUES DE L'EDUCATION DANS UNE PERSPECTIVE ECONOMIQUE	13
SECTION 2 : LES CONCEPTS DE L'EDUCATION	14
2-1) L'ECONOMIE DE L' EDUCATION DANS L'HISTOIRE DE LA PENSEE ECONOMIQUE	14
2-2) ETUDE DE LA RENTABILITE ECONOMIQUE DE L'EDUCATION	16
2-2-1) LA DEMANDE INDIVIDUELLE D'EDUCATION.....	16
2-2-1-1) LES COUTS DE L'EDUCATION.....	16
2-2-1-1-1) LES DEPENSES PUBLIQUES EN EDUCATION.....	16
2-2-1-1-2) LES DEPENSES PRIVEES EN EDUCATION	17
2-2-1-2) LA RENTABILITE DE L' EDUCATION DU COTE DU DEMANDEUR	18
2-2-2) L' OFFRE D'EDUCATION	18
2-2-2-1) LES CRITERES CONSIDERES POUR L'OFFRE D'EDUCATION.....	18
2-2-2-2) LA RENTABILITE DE L'EDUCATION POUR L'OFFREUR.....	19
2-2-3) LA RENTABILITE DE L'EDUCATION EN GENERAL.....	19
CHAPITRE II : APPROCHE THEORIQUE DU CAPITAL HUMAIN	21
SECTION 1 : LES FONDEMENTS DE LA THEORIE DU CAPITAL HUMAIN	21
1-1) GENERALITES SUR LE CAPITAL HUMAIN	21
1-1-1) DEFINITION DU CAPITAL HUMAIN	21
1-1-2) LES PARTICULARITES DU CAPITAL HUMAIN	22
1-1-3) LES SOURCES DU CAPITAL HUMAIN	23
1-1-4) LES MESURES DU CAPITAL HUMAIN	23
1-2) LES TRAVAUX FONDATEURS EN THEORIE DU CAPITAL HUMAIN	23
1-2-1) LA THEORIE DE THEODORE SCHULTZ	24

1-2-2) LA THEORIE DE GARY BECKER.....	26
1-3) LES THEORIES PROCHES DU CAPITAL HUMAIN.....	27
1-3-1) LA THEORIE DE G. LEWIS ET DE G. BECKER	27
1-3-2) LA THEORIE DE R. NURKSE.....	28
1-3-3) LA THEORIE DE R. JOLLY	28
SECTION 2 : LES PROLONGEMENTS DE LA THEORIE DU CAPITAL HUMAIN	29
2-1) LES ENJEUX AUTOUR DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION	29
2-1-1) LES THEORIES DU SIGNAL ET DU FILTRE	29
2-1-2) LA FORMATION CONTINUE	30
2-1-3) L' EDUCATION ET SES INCIDENCES FISCALES	30
2-2) EDUCATION ET CROISSANCE ECONOMIQUE	31
2-2-1) LA THEORIE DE LA CROISSANCE ENDOGENE.....	31
2-2-2) CAPITAL HUMAIN, CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT	32
2-2-3) LA THEORIE DES CAPACITES D'AMARTYA SEN.....	33
PARTIE II: L' IMPORTANCE DE L'EDUCATION DANS LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR	35
CHAPITRE I : L'EDUCATION ET LA FORMATION A MADAGASCAR.....	36
SECTION 1 : DIAGNOSTIC DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE.....	37
1-1) EVOLUTION DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE.....	37
1-1-1) LE SYSTEME EDUCATIF PRECOLONIAL	37
1-1-2) LE SYSTEME EDUCATIF DE LA COLONISATION	37
1-1-3) AU LENDEMAIN DE L'INDEPENDANCE	38
1-1-4) LE SYSTEME EDUCATIF ACTUEL	39
1-1-4-1) LE SOUS-SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE ET DE L' ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.....	40
1-1-4-1-1) NIVEAU 1 : L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	40
1-1-4-1-2) NIVEAU 2 : L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DU PREMIER CYCLE	40
1-1-4-1-3) NIVEAU 3 : L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DU SECOND CYCLE.....	40
1-1-4-1-4) NIVEAU 4 : L'EDUCATION PRES COLAIRE	41
1-1-4-2) LE SOUS-SECTEUR DE L' ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	41
1-1-4-3) : LE SOUS-SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	41
1-2-1) LES PROBLEMES ET FAIBLESSES DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE.....	43
1-2-1-1) LES PROBLEMES RELATIFS AU SYSTEME EDUCATIF	43
1-2-1-1-1) LE CONTENU DE L'ENSEIGNEMENT	43
1-2-1-1-2) LE CALENDRIER SCOLAIRE	44

1-1-1-1-3) L'ORGANISATION ET LA STRUCTURE DU SYSTEME	44
1-2-1-2) LES PROBLEMES RELATIFS A LA SCOLARISATION DES GENERATIONS MALGACHES	45
1-2-1-2-1) LES PROBLEMES D'ORDRE FINANCIER	45
1-2-1-2-2) LES PROBLEMES D'ORDRE SOCIOCULTUREL	46
1-2-1-2-3) LES PROBLEMES D'ORDRE TECHNIQUE	47
SECTION 2 : ANALYSE DE L'EFFICIENCE DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE.....	48
2-1) L'EFFICACITE DES NIVEAUX FONDAMENTAL ET POSTFONDAMENTAL	48
2-1-1) LES INDICATEURS D'EFFICACITE ASSOCIES AUX FLUX D'ELEVES	48
2-1-1-1) LES INDICATEURS DE RENDEMENT	48
2-1-1-2) LES INDICATEURS DE REUSSITE	51
2-1-2) LES INDICATEURS D'EFFICACITE RELATIFS AUX DOTATIONS EN INFRASTRUCTURES	52
2-2) L'EFFICACITE DU NIVEAU SUPERIEUR	52
2-2-1) LA CONTINUTE BACCALAUREAT- ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	52
2-2-2) LA CONTINUTE FORMATION- EMPLOI	54
CHAPITRE II : ETUDE ECONOMETRIQUE DE L'IMPACT DE L'EDUCATION SUR LA CROISSANCE ET SUGGESTIONS	56
SECTION 1: LA RELATION EDUCATION -CROISSANCE DANS UNE PERSPECTIVE ECONOMETRIQUE	56
1-1) METHODOLOGIE UTILISEE ET SPECIFICATION DU MODELE	56
1-2) PRESENTATION DES RESULTATS ET INTERPRETATION.....	57
1-2-1) PRESENTATION DES RESULTATS	57
1-2-2) INTERPRETATION DES RESULTATS	57
1-1-2-1) LE BUDGET ALLOUE A L' EDUCATION	58
1-1-2-2) LE NOMBRE DE DIPLOMES DU SUPERIEUR	59
SECTION 2 : SUGGESTIONS	60
2-1) POUR LE SYSTEME EDUCATIF EN GENERAL	60
2-1) POUR CHAQUE NIVEAU D'ENSEIGNEMENT	61
2-2-1) LE PRIMAIRE	62
2-2-2) LE SECONDAIRE	62
2-2-3) LE SUPERIEUR	62
2-2-4) LA FORMATION TECHNIQUE	63
CONCLUSION	65
ANNEXES	66
BIBLIOGRAPHIE.....	77

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom : RAZAFITSIALONINA
Prénoms : Aina Mbinintsoa
Titre : L'éducation, levier du développement : Cas de Madagascar
Nombre de pages : 79
Nombre de tableaux : 4
Nombre de graphiques : 6
Encadreur : Mr SALAVA Julien

RESUME

Ce travail qui porte principalement sur le contexte malgache a comme objectif de faire ressortir une relation positive entre le niveau d'éducation de la population et le degré de développement économique du pays. A la suite d'une étude économétrique, il s'avère que c'est l'enseignement supérieur qui est le plus lié à notre PIB. Même en étant loin de la frontière technologique, Madagascar ne devrait pas se contenter de l'éducation primaire comme les études antérieures l'entendent. Le niveau supérieur est à privilégier vu les bénéfices que l'on en tire que ce soit d'ordre privé, social ou public. Ainsi, nous proposons un système éducatif tourné davantage vers l'enseignement supérieur et la recherche, tout en ne délaissant pas les autres niveaux.

ABSTRACT

This work which relates principally to the Malagasy context, has for aim to bring out a positive relation between the population's level of education and the country's level of economic development. As a result of an econometric study, it is proved that it's the higher education which is the most linked with our GDP. Even being far from the technological frontier, Madagascar should not be content with primary education as the earlier studies mean. The higher standard is to be favoured in view of the benefits we derive from it as it is of a private, a social or a public nature. Thus, we propose an educational system which is more turned towards the higher education and the research, but not neglecting the other standards.

Mots-clés : Education, Capital humain, Croissance endogène, Système éducatif
Développement économique, Enseignement supérieur
Nombre de mots-clés : 6
Adresse de l'auteur : Lot IVB 10 Bis A Ambatomitsangana, Antananarivo 101
Adresse e-mail : ainambinintsoarazafy@gmail.com
